

Horizons LGBTQI Francophones : Transmettre, célébrer et préparer demain

Rapport de la troisième
conférence internationale
d'Égides

31 juillet - 3 août 2025, Montréal



Les propos dans ce rapport
n'engagent que leurs auteurs·rices
et ne reflètent pas nécessairement
les positions d'Égides ou de ses
partenaires.

Crédits

Rédaction du rapport d'Égides: Reem Alameddine, Ahmed Hamila et
Abdelhak Anajar

Révision du rapport d'Égides: Stéphanie Palancade, Bruno Laprade,
Michaël Arnaud, Marion Couturier

Photographies : Laetitia Clouzot, Valérie Caralp

Illustration : Sophie Bédard

ISBN (numérique) : 978-2-9820731-9-7

La publication de cet ouvrage
est rendue possible grâce au
soutien de:



Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada





Alliance
internationale
francophone
pour l'égalité
et les diversités

PRÉSENTIEL & VIRTUEL

Horizons LGBTQI Francophones

Transmettre, célébrer et préparer demain

31 juillet - 3 août 2025
Montréal, Québec

Partenaires majeurs :



Partenaires préconférences :



Partenaires spéciaux :



Partenaires :



Soutiens :



Présentation du rapport de la Conférence Égides 2025

Pour la troisième année consécutive, notre collaboration avec la Clinique Mauve et l'équipe de recherche d'Ahmed Hamila de l'Université de Montréal porte ses fruits. Rédigé par Reem Alameddine, sexologue et doctorante, avec la collaboration d'Abdelhak Anajar, ce rapport est avant tout une traduction académique rigoureuse des échanges de la conférence Égides 2025.

Organisé autour de thématiques centrales de la conférence, ce rapport offre aux universitaires, à la société civile, aux acteurs académiques et aux partenaires publics et privés des discussions actuelles et riches de sens. La deuxième partie est composée d'interviews exclusives d'intervenant·e·s, apportant des perspectives artistiques, transversales et régionales pour approfondir et nuancer les analyses.

Ces séances de questions-réponses contribuent à approfondir les échanges et à multiplier les points de vue. Notamment, on y retrouve des discussions avec les organisateurs·trices des trois préconférences : celle portée par le groupe de jeunes d'Égides,

Note sur le langage inclusif

Ce rapport est écrit en langage inclusif pour une meilleure représentativité et dans une volonté de non-discrimination. Le langage inclusif étant en perpétuelle évolution, les modalités utilisées dans ce document restent perfectibles.

Dans ce texte, Égide utilise l'acronyme LGBTQI+ (pour lesbienne, gai, bisexuel·le, trans, queer, intersex et plus) afin d'englober les différentes



qui a mis en lumière l'engagement des nouvelles générations ; une préconférence consacrée à la philanthropie, organisée en collaboration avec le Global Philanthropic Project ; et la préconférence « Villes inclusives », coordonnée avec la Ville de Montréal, qui a permis d'aborder les questions d'inclusion urbaine et de partage de l'espace public.

Finalement, nous vous présentons brièvement les autres outils issus de la conférence : le roman graphique, le podcast et la déclaration du caucus jeunesse.

Nous sommes particulièrement fièr·e·s de vous présenter ce travail, en espérant qu'il ouvre pour vous des espaces de discussion, de réflexion et, surtout, une meilleure compréhension des sujets portés par l'ensemble des intervenant·e·s.

Bonne lecture,

Stéphanie Palancade
Responsable de la mobilisation internationale chez Égides

communautés et enjeux entourant l'orientation sexuelle, l'identité ou l'expression de genre, ou les caractéristiques sexuelles des personnes.

Égides reconnaît cependant les limites de cette formulation et les rapports de pouvoir au sein même du mouvement transnational pour les droits des personnes LGBTQI.

Mot de la Coprésidence d'Égides

Chère·s membres, cher·e·s allié·e·s,

C'est avec un grand enthousiasme que nous vous dévoilons le rapport de la troisième conférence d'Égides, fruit d'une collaboration initiée dès la première édition avec la Clinique Mauve et le groupe de recherche dirigé par le professeur Ahmed Hamila de l'Université de Montréal.

Après deux éditions entièrement virtuelles dues à des contraintes spécifiques, cet événement a enfin pu se dérouler cette année en présentiel, dans un format hybride, offrant des interactions directes et une ouverture internationale grâce à la diffusion en ligne.

Face à la détérioration préoccupante de la situation mondiale concernant la protection des droits humains, et à la montée inquiétante des mouvements antigenres dont la volonté est d'effacer nos réalités et nos identités, cette rencontre réaffirme la nécessité pressante de produire et de partager des connaissances scientifiques solides afin d'orienter les politiques publiques, d'appuyer les mobilisations et de faire front aux reculs observés.

L'importance de moments collectifs tels que la Conférence d'Égides se révèle essentielle, non seulement pour renforcer nos réseaux et notre solidarité, mais aussi pour laisser des traces durables à travers des rapports comme celui-ci, qui constituent une source précieuse de données au service de nos luttes et de notre mémoire collective.

Malgré les défis persistants, nous avons réuni plusieurs centaines de participant·e·s de plus d'une trentaine de pays pour quatre jours d'échanges intenses. Une trentaine d'intervenant·e·s d'horizons variés ont partagé expertises et expériences,

renforçant nos réseaux de solidarité transnationale. Chez Égides, nous avons à cœur de partager ces réflexions, ces démarches novatrices et ces expériences qui renforcent notre engagement au quotidien.

Ces moments d'échanges témoignent de la richesse du dialogue, de l'apprentissage réciproque et de la force de nos réseaux, particulièrement essentiels face à l'accroissement des discriminations.

Nos remerciements chaleureux vont à nos partenaires, dont le soutien a rendu possible cette édition hybride.

Découvrez dans ce rapport des enseignements concrets pour enrichir vos pratiques, éclairer vos décisions et guider vos futurs engagements.

Puissiez-vous y puiser des ressources précieuses pour inspirer vos prochaines actions au service de l'inclusion et de la solidarité.

Nous espérons pouvoir nous retrouver à nouveau dans un monde plus juste. En attendant que cela soit possible, Égides reste à vos côtés, solidaire et déterminé·e.

Olivia Shola et Victoria Legault
Coprésidence d'Égides

Table des matières

Présentation du rapport de la Conférence	6	Conclusion	45	Projection	71
Note sur le langage inclusif	6	Références	48	documentaire MIWA	
Mot de la Coprésidence d'Égides	7			Membres du programme MIWA, Nous Sommes Là!	
Programme	10	Pour aller plus loin :			
Introduction	13	Entrevues	52	HRAM, la conférence interdite	73
Journée 1:				Camille Ben, Alouen	
Transmettre	17	Membres du Caucus des jeunes d'Égides	54		
1.1 Transmission comme acte politique et décolonial	18				
1.2 Mémoire et archives : politiques de l'archivage et défis matériels	22	Préconférence philanthropie	57	Fonds Agir ensemble pour l'Inclusion (AGIRI)	77
		Aurore Guieu, Global Philanthropy Project		Membres Fonds AGIRI	
Journée 2:					
Célébrer	26	Rencontre de la coopération internationale et de la société civile LGBTQI+	60	Rencontre de la coopération internationale et de la société civile LGBTQI+	80
2.1 Célébrer pour exister : visibilité, création et pouvoir d'agir	27	Fadwa Cherraj, Mission inclusion			
2.2 Tensions entre droits formels, visions décoloniales et réalités vécues	30	Fyles Rex, Gender at Work			
2.3 Prendre soin dans l'action collective	32				
Journée 3:					
Préparer demain	35	Outils issus de la conférence	63	Outils issus de la conférence	84
3.1 La structuration comme levier stratégique face aux menaces anti-droits	36	Le Roman Graphique			
3.2 La gouvernance inclusive comme condition de légitimité	39	Déclaration du caucus jeunesse d'Égides			
3.3 Produire, partager et co-construire pour bâtir ensemble l'avenir	41	Podcast À Nous			
		Cinéma TIWIZA			
		Membres du programme TIWIZA			
		Espace Zen	66	Espace Zen	85
		Fondation de santé mentale Vivago			
		DupréLatour Cosmetics			
		Exposition sur la santé mentale	69	Exposition sur la santé mentale	86
		Inès B., Nassawiyat			

Programme



Jeudi 31 Juillet

Programmation préliminaire

Préconférence jeunesse.
Préconférence philanthropie.
Préconférence villes inclusives.

En continu pendant la conférence

Cinéma Tiwiza et exposition photo.
Espace Zen.
Fresque Vivago.

Vendredi 1 août

Journée 1: Transmettre

Cette première journée s'articule autour de la notion de transmission, entendue comme un acte politique, collectif et intergénérationnel.

Transmettre, c'est préserver des histoires trop souvent effacées, partager des savoirs construits au sein des luttes, et faire circuler les expériences pour nourrir les solidarités. C'est aussi interroger les héritages, questionner ce que l'on garde, ce que l'on transforme, et comment on construit du commun à partir de trajectoires plurielles.

À travers cette journée, il s'agit de mettre en lumière les gestes de mémoire, les stratégies de visibilité et les dynamiques de mise en réseau qui permettent aux communautés LGBTQI francophones de résister, d'exister et de se projeter ensemble vers l'avenir.

Au programme :

- | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|
| Cérémonie d'ouverture. | Projection documentaire MIWA. |
| Ancrage santé mentale Fondation Vivago. | Conflits armés et solidarités internationales. |
| Conférence - Égides, de l'idée à l'impact : l'importance de la mise en réseau des communautés francophones. | LGBTI Pathways - Capter le savoir local pour déverrouiller les ressources mondiales. |
| Les "héritages" du colonialisme. | Foi et Fierté : Conversations pour briser les murs et tisser des ponts. |
| Transmettre nos histoires : mémoire, visibilité et résistance. | Réception. |
| Ancrage santé mentale Fondation Vivago. | |

Samedi 2 août

Journée 2: Célébrer

Célébrer est un acte politique, un geste de résistance et un outil de cohésion.

En consacrant une journée entière à la reconnaissance des victoires, cette thématique nous invite à honorer les luttes passées et présentes tout en mettant en lumière les avancées, petites et grandes, obtenues par les communautés LGBTQI à travers le monde francophone.

C'est aussi l'occasion de réfléchir à la puissance de la joie collective, de la visibilité assumée et des expressions culturelles qui renforcent notre fierté et notre sentiment d'appartenance. Qu'il s'agisse de rituels communautaires, de mobilisations festives ou d'espaces de création, célébrer, c'est affirmer que nous sommes là — et que nous comptons bien le rester.



Au programme :

Conférence - Discussion sur les acquis juridiques, sociaux et moraux.

Résultats et leçons apprises du Fonds Agir ensemble pour l'Inclusion (AGIRI).

Les Façons de Célébrer nos Victoires.

Hram, la conférence interdite.

Déjeuner présenté par l'Union européenne.

Assemblée générale d'Égides.

Caucus Immigration - la situation cartographique pour les réfugiés LGBTQI dans les pays francophones.

Mougouli sans tabou : le plaisir au service du bien-être des femmes et filles LBTQ.

Danse ton Bien-Être.

Dimanche 3 août

Journée 3: Préparer demain

Préparer demain invite à réfléchir collectivement aux moyens de construire un avenir plus solide, plus inclusif et plus stratégique pour les mouvements LGBTQI francophones.

Dans un contexte mondial en constante évolution, cette journée propose d'explorer les leviers d'action à notre disposition : renforcer nos structures, affirmer notre présence dans de nouveaux espaces, développer des alliances inédites et adapter nos stratégies face aux défis émergents.

C'est un temps pour imaginer, consolider et coordonner, en misant sur l'intelligence collective et la créativité des communautés pour façonner un futur à la hauteur de nos ambitions.

Au programme :

Accueil.

Ancrage santé mentale Fondation Vivago.

Conférence structuration des réseaux

internationaux : comment s'organiser et pourquoi ?

Changer le narratif : contrer les discours anti-genre.

Regards croisés sur les militantismes d'Afrique de l'Ouest et de l'Est.

Alliance du monde des affaires québécois et canadien.

Rencontre de la coopération internationale et de la société civile LGBTQI.

Ancrage santé mentale Fondation Vivago.

Assemblée générale d'Égides.



Introduction



La Conférence d'Égides 2025 s'est tenue à Montréal, du 31 juillet 2025 au 3 août 2025, dans un contexte international marqué à la fois par la persistance des violences systémiques envers les personnes LGBTQI+ et par le renouvellement des formes de solidarité et de création qui caractérisent leurs luttes.

Deux ans après la précédente édition, cet événement a poursuivi le travail d'articulation et de convergence amorcé par Égides. Fidèle à sa mission de soutien, de mise en réseau et de renforcement des capacités communautaires, Égides a réuni, lors de cette nouvelle édition, des représentant·e·s de multiples régions francophones autour d'une réflexion collective sur la mémoire, la célébration et la projection dans l'avenir.

La conférence est structurée autour de trois grands axes — Transmettre, Célébrer et Préparer demain — qui ont orienté la programmation et les discussions. Ces thèmes ont permis de penser la continuité entre les héritages militants, la valorisation des pratiques culturelles et les stratégies d'organisation nécessaires pour faire face aux menaces actuelles contre les droits des personnes LGBTQI+. En réunissant ces thématiques dans un même espace

de dialogue, cet événement de grande envergure a permis de mettre en lumière la manière dont la transmission des savoirs, la célébration des résistances et la planification de l'avenir, incluant l'organisation collective et le travail en réseau, s'entrelaçaient dans les parcours et les pratiques des communautés LGBTQI+ francophones issues de contextes variés, tant dans les pays du Nord que du Sud.

Les échanges ont révélé la diversité des contextes dans lesquels s'inscrivent les mobilisations, certaines étant ancrées dans des environnements juridiques protecteurs mais encore marqués par des discriminations sociales persistantes, et d'autres se déployant dans des contextes où l'expression des identités de genre et des orientations sexuelles demeure criminalisée ou réprimée.

Le fil conducteur de cette édition reposait sur la reconnaissance de la pluralité des expériences et sur la conviction que les mouvements LGBTQI+ constituent un espace d'actions politiques, culturelles et sociales à part entière.

Cette mise en perspective a permis de mieux comprendre les inégalités d'accès aux ressources,

les déséquilibres de visibilité et les enjeux liés à la circulation des savoirs et des soutiens au sein de l'espace francophone.

Cette attention à la diversité des vécus s'est également traduite dans la manière dont la conférence a été organisée. En effet, un aspect central de cette édition résidait dans la co-construction des panels avec les intervenant·e·s. Tous·tes les panélistes ont été rencontré·e·s en amont afin d'élaborer conjointement les questions et les angles de discussion.

Cette démarche collaborative visait à garantir que les panels reflètent fidèlement les priorités et les enjeux vécus par les communautés LGBTQI+ concernées. En s'appuyant sur les savoirs et les expériences des participant·e·s eux-mêmes, Égides a ainsi pu concevoir une programmation qui dépasse le simple partage d'expertises pour devenir un véritable espace de dialogue horizontal.

D'ailleurs, les discussions ont mis en relief le rôle central des alliances interrégionales et intergénérationnelles dans le maintien des dynamiques communautaires et la transmission des héritages militants LGBTQI+. Cette approche collaborative a ainsi contribué à renforcer la cohérence entre les dimensions réflexives, politiques et pratiques de l'événement. La richesse de ce rapport découle en grande partie de cette approche de co-construction, qui a permis d'ancrer les analyses dans les réalités et les perspectives des acteur·ice·s du terrain.

Cette dynamique collaborative s'est également reflétée dans la variété des formats proposés. Durant quatre jours, des plénières, préconférences, panels, ateliers, expositions, projections et performances artistiques ont offert une multiplicité d'approches et de points de vue.

Ces espaces ont permis de croiser les analyses issues du militantisme, de la recherche académique, de la pratique communautaire et de la création

artistique. Les discussions ont mis en évidence la complémentarité entre ces registres, chacun contribuant à la construction d'un savoir collectif sur les réalités et les stratégies LGBTQI+.

C'est précisément à partir de ces échanges riches et pluriels que s'est construit le présent rapport. Il vise à synthétiser les principaux apprentissages, à faire ressortir les tensions et les convergences observées, et à proposer des pistes de réflexion pour les prochaines étapes du travail collectif d'Égides.

Dans cette perspective, en croisant les extraits issus de tous les panels avec des analyses tirées de la littérature, ce rapport cherche à faire dialoguer la diversité des voix et des pratiques qui l'ont traversée. Il s'inscrit ainsi dans la continuité des efforts entrepris par Égides pour documenter, transmettre et renforcer les savoirs issus des luttes LGBTQI+ francophones, tout en ouvrant de nouvelles perspectives de collaboration et de transformation. Pour ce faire, tous les panels ont été retranscrits puis codés afin de dégager les grands axes et leurs sous-thèmes qui structurent l'analyse présentée dans ce rapport.

Par ailleurs, afin d'approfondir cette diversité de perspectives, 10 entretiens ont été menés avec plusieurs acteur·rice·s ayant généreusement accepté de nous consacrer de leur temps, notamment des organisateur·rice·s de préconférences, des artistes, des responsables communautaires et des participant·e·s engagé·e·s dans des initiatives tant locales que transnationales. Ces entretiens visaient à documenter la préparation, les intentions et les résonances de la conférence à travers les voix de celles et ceux qui l'ont façonnée.

Des extraits de ces entretiens sont intégrés tout au long du présent rapport, venant enrichir l'analyse de témoignages directs et situés. Cette façon de recueillir les témoignages et les points de vue a permis de mieux rendre compte de la diversité des expériences et de situer la réflexion dans les réalités vécues sur le terrain.

Le rapport est structuré selon les trois thèmes de la conférence : transmettre, célébrer et préparer demain.

Le premier axe, Transmettre, a permis de réfléchir à la manière dont les savoirs, les récits et les expériences se conservent, se réinventent et se partagent dans un contexte où les histoires LGBTQI+ demeurent souvent marginalisées ou effacées. Les interventions ont rappelé que la transmission n'est pas seulement un acte de mémoire, mais également une pratique politique qui assure la reconnaissance et la valorisation des luttes passées.

Le deuxième axe, Célébrer, a mis en avant la dimension politique de la visibilité et des pratiques festives. Les échanges ont montré que célébrer ne signifiait pas suspendre les luttes, mais en constituer une autre forme de prolongement. À travers les arts, les rituels communautaires et les initiatives culturelles, la célébration a été envisagée comme un outil de résistance et de cohésion, capable de créer des espaces de reconnaissance et de réappropriation des mémoires collectives.

Enfin, le troisième axe, Préparer demain, a ouvert une réflexion sur les conditions d'organisation et de gouvernance des mouvements LGBTQI+ francophones. Les discussions ont souligné l'importance de renforcer les capacités institutionnelles, de favoriser la participation inclusive et de consolider les solidarités transnationales tout en préservant l'autonomie des initiatives locales. Cet axe a également permis de penser les liens entre action communautaire, recherche et plaidoyer, en soulignant la nécessité de produire des savoirs situés et accessibles pour soutenir la prise de décision et l'action collective.

Journée 1: Transmettre

Cette première section interroge la transmission comme geste politique, comme pratique de décolonisation et comme condition de possibilité d'archives vivantes.

«Transmettre» n'est pas seulement passer un savoir d'une génération à l'autre : c'est réparer les effacements, débusquer les continuités coloniales et créer des ponts entre des expériences situées. C'est aussi reconnaître que la langue, les institutions et le numérique ne sont jamais neutres ; ils peuvent servir la visibilisation et l'autonomie des communautés LGBTQI+ autant qu'ils peuvent reconduire des hiérarchies.

La transmission apparaît ainsi à la fois comme une réponse et comme un terrain de tensions. Elle doit affirmer une mémoire plurielle face à l'effacement, négocier l'hégémonie linguistique sans la reproduire, et consolider des archives qui protègent les communautés tout en les rendant accessibles.

1.1 Transmission comme acte politique et décolonial

La transmission des histoires peut être comprise comme un acte politique et comme un moyen de préserver des mémoires vivantes.

Elle permet de comprendre comment les savoirs et les expériences circulent malgré les effacements, et comment ils deviennent des ressources pour les luttes actuelles, aussi bien dans les pays du Sud que dans les pays du Nord.

Elle ne se limite pas à un simple passage intergénérationnel, elle engage une réflexion sur les continuités, les ruptures et les réinventions. Dans ce cadre, l'héritage colonial reste un point de tension important, même s'il ne constitue pas le seul prisme d'analyse.

La transmission n'est jamais neutre : elle est traversée par des mécanismes de sélection, de hiérarchisation et d'effacement, et reconduit souvent les récits dominants au détriment d'histoires subalternes.

Dans de nombreux contextes africains, maghrébins et plus largement du Sud global, les lois qui criminalisent les sexualités et les identités de genre non normatives sont l'héritage direct des régimes coloniaux (Bakshi, 2024).

La continuité observée entre certains articles pénaux contemporains et les codes importés des régimes coloniaux autoritaires européens montre comment les lois ont été utilisées pour imposer un ordre patriarcal et hétéronormatif, c'est-à-dire un système qui valorise uniquement l'hétéosexualité et la division stricte entre les hommes et les femmes (Dayan-HerzBrun, 2021; Mianda, 2021).

Reconnaitre cet héritage permet de déconstruire l'idée fallacieuse selon laquelle l'homosexualité ou la pluralité des genres auraient été introduites de l'extérieur, alors que c'est plutôt l'hétéronormativité qui a été importée par le colonialisme.

Cet ancrage historique se manifeste de manière concrète dans certains textes de loi toujours en vigueur, dont la formulation demeure volontairement vague.

Comme l'explique Marame Kane à propos du Sénégal :

«On a un article 319 alinéa 3, qui si vous allez sur Google aujourd'hui, est vraiment un duplicata d'une loi de Vichy de 1942, qui effectivement interdit les relations contre nature entre les personnes du même sexe. Donc c'est voulu que ce soit aussi flou pour justement pouvoir tout mettre dedans».



Cet extrait illustre deux aspects majeurs. D'une part, on y voit le prolongement des textes coloniaux dans les législations postcoloniales (Bakshi, 2024). D'autre part, l'usage du flou juridique qui, en évitant de préciser ce qui relève des «relations contre nature», ouvre la voie à des interprétations extensives.

Ce caractère vague a été relevé par Tamale (2014), qui note que «tous les nouveaux projets de loi à travers le continent visant les relations homoérotiques s'appuient sur les codes législatifs qui criminalisent les relations « contre nature » dans 38 des 54 États africains» (trad. libre, p. 167). Ainsi, l'ambiguïté du langage juridique devient un outil central de maintien et de reproduction de l'exclusion.

Comme le souligne Ilham Shiba :

«Une des pires choses que la colonisation ait faites, c'est la suppression de ces identités, mais pas seulement, de ces identités, de ces espaces, mais aussi des histoires. Donc maintenant c'est très difficile de convaincre quelqu'un que ça existait avant, c'était beaucoup plus accepté, c'était beaucoup plus respecté.»

Cet extrait met en évidence la manière dont la colonisation a effacé des mémoires collectives, les existences et les pratiques sexuelles et de genre non normatives qui avaient autrefois leur place et leur

légitimité. Mais ce constat fait écho, dans d'autres contextes, à l'occultation volontaire ou involontaire des histoires locales LGBTQI+, par exemple dans les récits scolaires, les musées ou les archives officielles en Europe et en Amérique du Nord.

L'effacement historique agit ainsi comme une double violence : il rend les héritages invisibles et empêche les générations actuelles de s'appuyer sur des récits d'acceptation ou de diversité pour contester les discours homophobes et transphobes contemporains.

C'est précisément pour contrer cet effacement qu'a été créé le GALA Queer Archive en Afrique du Sud, un centre de mémoire qui collecte, préserve et rend accessibles les histoires et témoignages LGBTQI+ du pays, afin de réinscrire ces récits dans l'histoire nationale et de fournir aux nouvelles générations des ressources pour lutter contre la marginalisation (The Sigrid Rausing Trust, 2021).

La réflexion sur la transmission conduit naturellement à celle des langues, qui jouent un rôle central dans la manière de partager et de préserver les vécus. En effet, la langue française occupe une place paradoxale dans les trajectoires francophones LGBTQI+.



Elle réunit des communautés dispersées en Afrique, dans les Caraïbes, en Europe et en Amérique du Nord, et constitue un médium partagé permettant la circulation des récits, des stratégies et des expériences.

Toutefois, elle porte également l'empreinte d'une histoire marquée par la domination et l'effacement. Langue de l'administration coloniale, du droit et de l'école, elle peut reproduire des hiérarchies raciales, sociales et géopolitiques lorsqu'elle est utilisée comme finalité plutôt que comme outil.

Le défi consiste alors à maintenir un équilibre entre deux impératifs, soit faire du français un instrument au service des luttes et de la visibilité, tout en préservant la pluralité linguistique propre à chaque contexte. Ce défi rejoint l'analyse de Vergès (2018), qui rappelle que la langue française, à la fois outil d'oppression coloniale et ressource mobilisée par les luttes anticoloniales et féministes, ne peut être pensée qu'à partir de sa dimension politique et de sa nécessaire décolonisation.

Cette tension est particulièrement bien exprimée par Solange Musanganya, qui déclare :

«Donc, il y a des langues africaines et la langue dans la francophonie qui fait que le Français peut être la langue qui vient dominer. C'est vrai, c'est la langue qui vous réunit pour le moment. Mais dans l'idée d'une autonomisation des peuples et de manière de voir, je pense qu'il y a moyen d'utiliser le français pour pouvoir atteindre cette autonomie qu'on est en train de chercher. Je sais que, par exemple, en Afrique, on est en train de parler de comment mettre le swahili afin qu'il devienne une langue africaine».

Ces propos mettent en lumière une position nuancée selon laquelle le français peut jouer un rôle de langue-pont dans l'immédiat, tout en laissant place à une perspective d'autonomie où les langues vernaculaires, notamment africaines, deviennent les vecteurs privilégiés de savoirs, d'organisation et de reconnaissance culturelle (Giroux, 2017).

Dans cette optique, la transmission consiste à se servir des langues dominantes pour construire des passerelles, sans effacer les ancrages locaux (Giroux, 2017).

Cette réflexion sur la langue s'étend également au domaine des archives et de la représentativité. Les archives LGBTQI+ ne sont jamais neutres, car elles sont traversées par des rapports de pouvoir liés au genre, à la race, à la classe sociale et au capital culturel, qui influencent ce qui est conservé, reconnu, financé et mis en valeur (Faure, 2021).

Trop souvent, les fonds d'archives privilégient les figures déjà dotées d'une certaine visibilité, comme les militant·e·s LGBTQI+ reconnu·e·s, les organisations formelles ou les espaces métropolitains, tandis que les vies «ordinaires», les trajectoires migrantes, les personnes trans et non binaires, les personnes en situation de pauvreté ou d'isolement demeurent marginalisées.

La transmission suppose alors d'élargir le champ de ce qui mérite d'être archivé, en documentant des formes d'existence et d'organisation généralement invisibilisées, ainsi qu'en incluant les émotions, les pratiques de soin et les solidarités quotidiennes qui soutiennent les communautés LGBTQI+. Elle suppose aussi de ne pas mettre certaines archives au-dessus des autres, en donnant de la place aux récits en marge, aux langues moins reconnues et aux formats qui sortent des cadres institutionnels.

Au-delà de cette reconnaissance des vécus dits «ordinaires», se pose toutefois la question des angles morts de la mémoire collective, et en particulier des expériences qui demeurent systématiquement invisibilisées ou effacées (Collins, 1990; Marshall et al., 2015).

Cette réflexion trouve un écho dans l'intervention de Solange Musanganya qui illustre également cet enjeu :



«On a eu à démontrer le passage des personnes multiculturelles ou ethnoculturelles dans la lutte justement contre l'homophobie. Ces données, on en a besoin. Des fois je me pose la question, quand on parle de nazis et de nazisme en Allemagne, il y avait une place pour les gays avec le triangle rose, il y avait une place pour les noirs. Est-ce que dans le triangle rose, il y avait du noir?».

Cette intervention met en évidence le manque de données et de représentations croisées dans les récits historiques LGBTQI+, une lacune également soulignée par Drapeau-Bisson (2022), qui montre comment les silences obligent à inventer des formes alternatives de documentation pour rendre visibles ces expériences.

Cela invite, par exemple, à interroger la place accordée aux personnes noires dans les narrations mémorielles portant sur la persécution nazie des personnes homosexuelles, et plus largement les modalités selon lesquelles les croisements entre race et sexualité sont rendus visibles ou invisibles dans les archives (Ware, 2017).

Une telle question appelle une démarche systématique visant à identifier les angles morts, à documenter les expériences intersectionnelles et à éviter les récits homogénéisants qui privilégient

certaines appartenances au détriment d'autres.

Il importe de s'assurer que ces récits intègrent les expériences des personnes migrantes, racisées, trans et en situation de pauvreté, non pas comme des annexes secondaires, mais comme des éléments centraux de l'histoire collective LGBTQI+, comme l'a mis en évidence Manalansan (2014) à travers son analyse des archives queers migrantes et de leurs vies quotidiennes marquées par la précarité et le désordre.

Ainsi, transmettre consiste à articuler plusieurs dimensions, en dévoilant les cadres normatifs hérités du colonialisme dans les pays du Sud, en comblant les silences et les omissions institutionnelles dans les pays du Nord, en réactivant les mémoires précoloniales et les savoirs autochtones, et en documentant les effets contemporains des violences systémiques.

La transmission ne se limite pas à dénoncer, elle ouvre aussi un espace de réappropriation et de création d'archives vivantes qui valorisent les savoirs situés et renforcent les communautés LGBTQI+.

Cette démarche renvoie directement à la question de la représentativité puisqu'il s'agit de faire émerger une pluralité des récits situés, c'est-à-dire des récits qui rendent visibles les multiples manières d'être, de vivre et de résister au sein des communautés LGBTQI+.

Il ne s'agit pas de « préciser » un récit en particulier, mais de mettre en regard des expériences hétérogènes, structurées par des rapports de race, de genre, de classe, de religion et de migration. Cette attention à la diversité des trajectoires permet de restituer la complexité des mondes vécus, tout en favorisant la construction d'alliances compréhensibles entre des expériences situées.

1.2 Mémoire et archives : politiques de l'archivage et défis matériels

La mémoire constitue un fil vital pour les communautés LGBTQI+. Différentes forces cherchent à camoufler les vies queers : elles ont souvent été niées dans par les familles et les écoles, marginalisées dans les médias, pathologisées dans les institutions et criminalisées par le droit.

D'où l'importance de produire et de transmettre une mémoire communautaire plurielle, attentive à la fois aux aîné·e·s et aux pionnier·ère·s LGBTQI+, mais aussi aux anonymes, aux pratiques de soin et aux formes de vie qui ne s'inscrivent pas toujours dans des archives officielles (Vaillant, 2025; Ware, 2017).

La mémoire doit être envisagée comme une ressource essentielle, à la fois identitaire et politique.

Elle permet d'offrir des repères aux nouvelles générations, de légitimer des pratiques de résistance et de situer le présent dans une histoire plus longue de luttes.

Plus concrètement, les archives constituent une dimension essentielle de cette mémoire. Elles prennent des formes multiples, allant des documents écrits aux récits oraux, en passant par les photographies, les lettres, les objets ou encore les enregistrements sonores et visuels. Leur constitution se heurte toutefois à plusieurs obstacles.

La réticence de certaines personnes à témoigner, la perte de documents causée par la précarité matérielle, la difficulté d'accès pour des raisons financières ou géographiques, ainsi que la méfiance envers les institutions limitent la possibilité de préserver ces traces.

À cela s'ajoute une hiérarchisation implicite qui tend à privilégier certaines expériences jugées « dignes » d'être conservées au détriment d'autres. Comme le souligne Vaillant (2025), les archives queers souffrent particulièrement de ces contraintes. Aux Archives gaies du Québec, par exemple, nombre de documents demeurent fragmentaires ou sont conservés dans des domiciles privés où ils sont parfois détruits par peur de répression (Vaillant, 2025).

Cette situation rend d'autant plus nécessaires le développement de pratiques d'archivage inclusives, la diversification des formats et la mise en place de conditions respectueuses du consentement éclairé et de l'autonomie des communautés concernées. Dans cette perspective, la visibilisation des vécus et des luttes requiert un travail d'archivage critique.

Comme le rappelle Laure Neuville :

« La réponse va souvent être de dire, mais « moi je n'ai rien fait de particulier ou ce n'est pas moi, j'ai fait ça avec un groupe, avec un collectif, etc. ». Enfin il faut vraiment encourager les gens à réaliser que leur existence est historique. »

Ces propos mettent en lumière l'importance d'inscrire les trajectoires individuelles dans une

histoire collective. En insistant sur la dimension collective, Laure Neuville rappelle que les contributions personnelles jugées « ordinaires » prennent sens dans un cadre partagé, et que reconnaître ce caractère historique est essentiel pour légitimer les récits communautaires.

Dans le même sens, Chamberland et Garneau (2008), à travers leur entretien avec Ross Higgins sur la fondation des Archives gaies du Québec, montrent que l'accumulation de récits et de documents militants, souvent considérés comme marginaux ou trop fragiles pour les institutions officielles, acquiert une valeur historique dès lors qu'ils sont reconnus comme partie intégrante d'une mémoire collective.

Le rapport aux institutions culturelles, telles que les musées, les bibliothèques ou les universités, est également source de tensions.

Les partenariats peuvent fournir des ressources matérielles, accroître la visibilité des projets, apporter une expertise méthodologique et offrir des espaces de diffusion.

Is rendent également possibles des initiatives co-créées, comme des expositions organisées en collaboration avec des centres communautaires, qui permettent d'atteindre un public élargi.

Toutefois, ces collaborations exigent des précautions. Comme rapporté par Stéphanie Palancade, dans certains contextes, des centres communautaires LGBTQI+ choisissent d'entreposer temporairement leurs fonds dans des archives institutionnelles, par manque d'espace, de ressources ou de personnel.

Ce recours transitoire est toutefois débattu, en France notamment. Il peut assurer une mise en sécurité professionnelle des documents et alléger les tâches de médiation culturelle, mais il comporte aussi un risque de réappropriation institutionnelle et de perte partielle de contrôle sur l'interprétation et la circulation des archives.

Il est ainsi nécessaire de préserver l'autonomie des communautés LGBTQI+, de rester attentif·ve aux conditions de conservation, d'accès et de contextualisation des archives, et de surveiller les risques d'exclusion que les institutions peuvent produire, parfois involontairement, au travers de leurs règles, de leurs modes de financement ou de leurs critères d'éligibilité qui tendent à désavantager les initiatives plus informelles.

La transmission dans et avec les institutions suppose ainsi des contrats explicites, des formes de gouvernance partagée et une vigilance face aux logiques de financement.

À partir de ce constat sur les angles morts de l'histoire, les enjeux matériels, comme la question du financement, de la propriété et de la pérennisation des archives, apparaissent tout aussi cruciaux.

Les archives lesbiennes, racisées ou communautaires, par exemple, bénéficient généralement de moins de soutien financier et de reconnaissance institutionnelle, ce qui fragilise leur maintien et leur accessibilité (Vaillant, 2025).

Le témoignage de Martine Roy souligne d'ailleurs la vigilance nécessaire face aux bailleurs :

« C'est un sujet très délicat tout ça. Les bailleurs de fonds et institutions. En ce moment, c'est très touchy parce qu'on ne sait pas où les investissements de chaque compagnie sont faits. Alors on a beaucoup de questionnements là-dessus. [...] Alors on doit aller chercher cette aide-là, on doit être reconnaissant par rapport à cette aide-là, mais on doit être vigilant par rapport à cette aide-là aussi. De comment on la prend. Pis pour m'être battue pour les archives, ça a été vraiment quelque chose... même si je pense que c'est ce qui nous a coûté le plus cher. »

Cet extrait rappelle l'ambivalence des ressources institutionnelles qui, bien qu'indispensables pour produire, conserver et diffuser, peuvent poser problème lorsqu'elles imposent des conditions contraires à l'éthique communautaire, lorsqu'elles orientent les priorités ou lorsqu'elles réduisent l'autonomie des projets.

La transmission suppose donc l'élaboration de cadres de gouvernance clairs, incluant des formes de propriété partagée, des licences garantissant l'accessibilité sans déposséder, ainsi que des chartes de respect des communautés LGBTQI+.

Le réseau Big Tata, né en 2021 en France et se présentant comme «le premier réseau des bibliothèques et centres d'archives LGBTQIA+», illustre bien ce type d'initiative (Big Tata, s.d.). Il rassemble aujourd'hui dix-neuf organismes affiliés et promeut un travail collaboratif qui respecte l'autonomie des centres membres tout en mutualisant leurs ressources à travers une plateforme numérique.

En plus de constituer un catalogue collectif, Big Tata organise aussi des événements, propose des ateliers de partage de pratiques et d'autoapprentissages, et s'inscrit dans une ligne politique affirmée. Ce type de projet montre que la mutualisation peut renforcer la visibilité, l'accessibilité et la pérennité des archives LGBTQI+, en plus d'impliquer des mécanismes de redevabilité (Vaillant, 2025).

À ces défis matériels s'ajoutent ceux du numérique, qui combine à la fois opportunité et espace de vulnérabilité. Il constitue un moyen de célébration, de mémoire et de plaidoyer, mais il représente également un terrain où de nouveaux risques émergent pour les communautés LGBTQI+.

Les plateformes et les formats digitaux permettent de contourner la censure, de rejoindre un public élargi, de documenter rapidement des événements et de constituer des archives locales même dans des contextes hostiles (Schmitz et al., 2022). Les

campagnes sur les réseaux sociaux, les vidéos artistiques, les documentaires ou les festivals en ligne contribuent à accroître la visibilité et la circulation des récits.

En contrepartie, ces pratiques exposent les communautés à la surveillance, aux attaques numériques, à la divulgation de données personnelles et soulèvent des enjeux liés à l'accessibilité, à la pérennité et à la sécurité des données (ILGA, 2024; Oz et al., 2023).

Une transmission numérique responsable suppose la mise en place de protocoles adaptés, comprenant l'anonymisation, le respect du consentement et la gestion des métadonnées. Elle nécessite également des infrastructures accessibles et durables, ainsi que des choix de diffusion attentifs à la protection des personnes impliquées.

Enfin, au-delà de ces dimensions structurelles et matérielles, la transmission intergénérationnelle constitue aussi un enjeu central pour les communautés LGBTQI+.

Les ruptures provoquées par l'épidémie du VIH/sida, l'exil, la précarité ou les discriminations liées à la transphobie et au racisme ont affaibli la continuité des savoirs.

Pour y répondre, diverses initiatives créatives ont été mises en place, comme des soirées communautaires, des événements culturels ou encore des lettres et des podcasts.

Dans plusieurs contextes, on retrouve des initiatives similaires, par exemple les «ballroom celebrations» organisés à Lagos au Nigeria, qui permettent aux jeunes générations queers d'apprendre des récits et des expériences de leaders à travers la performance et le mentorat (Akinwande, 2024).

Un autre exemple inclut les fêtes communautaires au Kenya, qui célèbrent la joie queer et offrent des espaces de visibilité, de libération et de transmission intergénérationnelle malgré un contexte social hostile (Amondi, 2024).

Ces espaces ou médiums contribuent à recréer des lieux de transmission où les générations peuvent se rencontrer et échanger. Ils reconnaissent aux aîné·e·s LGBTQI+ un rôle de mentorat et de transmission d'expériences, et permettent d'ancrer les mobilisations actuelles dans une histoire collective plus longue.

En somme, transmettre revient à conjuguer plusieurs impératifs. Il s'agit de mettre en lumière et de déconstruire les continuités coloniales, de reconnaître la valeur des langues et des récits minorisés sans reproduire de hiérarchies. Concrètement, cela suppose de construire des archives ancrées dans les communautés LGBTQI+ et placées sous leur gouvernance, de créer des espaces de mémoire vivante qui relient les générations et de mobiliser les outils numériques avec précaution afin d'élargir la visibilité sans accroître les risques.

Journée 2: Célébrer

La transmission ne constitue pas un simple prolongement des luttes, elle en est la condition puisqu'elle produit les preuves, les filiations et les horizons nécessaires à leur poursuite.

C'est sur cette base que s'ouvre le deuxième thème, « Célébrer », qui explore comment les communautés transforment la mémoire en affirmation collective et en reconnaissance publique.

La célébration occupe une place centrale dans les mobilisations communautaires et les stratégies collectives, non comme simple moment de détente, mais comme pratique signifiante, à la fois symbolique, politique et épistémique (Azevedo Moreira, s.d.).

Elle met en visibilité des existences souvent reléguées aux marges des sociétés et bouscule les manières dont la société reconnaît et invisibilise les communautés LGBTQI+.

Dans des environnements marqués par la répression, la criminalisation et l'incertitude financière, célébrer revient à affirmer la légitimité d'être, à occuper un espace social, à construire des scènes publiques, c'est-à-dire des espaces de présence et de visibilité dans la sphère sociale, ou numériques où se tissent des liens, se partagent des savoirs et se transmettent des mémoires.

Cette section explore la célébration comme une pratique d'affirmation et de création collective, qui rend visibles les existences et renforce le pouvoir d'agir des communautés LGBTQI+. Elle met également en lumière les tensions entre droits formels et réalités vécues, tout en soulignant l'éthique du soin qui permet la continuité des engagements.

2.1 Célébrer pour exister : visibilité, création et pouvoir d'agir

Dans de nombreuses expériences associatives, la célébration est d'abord un travail de visibilité. Elle intervient là où la violence, l'effacement et la peur ont produit des silences, des replis et des coupures.

Comme le décrit Stéphanie Palancade, célébrer permet de transformer l'espace public et les imaginaires qui le traversent, notamment en travestissant les espaces, par exemple en réinvestissant des lieux religieux ou institutionnels pour en faire des espaces queers, ce qui contribue à légitimer nos existences dans ces lieux. Loin d'un divertissement détaché, elle devient un langage qui affirme que nous sommes là, nous parlons, nous créons, nous nous reconnaissons.

Cette force du présent a une portée politique, car elle s'inscrit contre les régimes d'invisibilisation et contredit les récits qui pathologisent ou minorisent les communautés LGBTQI+.

Elle agit aussi sur le plan affectif en reconnaissant la joie partagée comme une ressource collective (Azevedo Moreira, s.d.).

De manière concrète, les formes de célébration dépendent fortement des contextes juridiques, culturels et d'enjeux de sécurité. Lorsque l'espace public peut être investi sans risque majeur, des défilés et des festivals constituent des moyens privilégiés de rendre visibles des solidarités et des appartenances.

En revanche, dans les contextes où les risques sont élevés, la création artistique, la programmation en salle, les espaces communautaires à jauge limitée



ou encore les campagnes numériques apparaissent comme des alternatives stratégiques.

En Égypte, par exemple, un concert du groupe de musique libanais Mashrou'Leila en 2017 a été suivi d'une vague d'arrestations après que des participant·e·s ont brandi un drapeau arc-en-ciel, illustrant combien la visibilité publique peut exposer les communautés LGBTQI+ à une répression policière et judiciaire sévère (La Presse, 2017).

La célébration n'est ainsi jamais une formule unique. Elle s'invente au croisement de contraintes concrètes comme l'accès aux lieux, la protection des personnes et la disponibilité des ressources. Dans ce sens, ce qui est possible et pertinent à Montréal ne l'est pas nécessairement à Tunis ou à Dakar.

L'adaptabilité n'est pas un ajustement secondaire, elle est au cœur même de la stratégie.

Le témoignage de Karam éclaire cette diversité des formes de célébration. En évoquant un festival en Tunisie, organisé par Mawjoudin, iel explique :

« C'est un festival de film, mais pas que. Il y a aussi des performances artistiques, des expositions, des panels, des espaces d'échange sur trois jours. Et ça c'était pour nous à Mawjoudin, mais avant nous, il y avait d'autres associations aussi qui ont essayé de faire des festivals qui, pour nous, représentaient aussi une sorte de Pride ».

Au-delà des dispositifs possibles, ce propos montre comment la célébration articule rencontre, création et visibilité stratégique. Le festival n'est pas seulement un événement, mais une diversité d'expériences qui tiennent ensemble sécurité, expression et reconnaissance mutuelle.

Ces formes de célébration s'inscrivent dans un contexte de transformations sociales en Tunisie, où de nouvelles formes de sociabilités militantes ont émergé, nourries par les mobilisations féministes, la lutte contre le sida et l'usage précoce d'Internet comme espace d'affirmation (Kréfa, 2019).

Elles témoignent aussi de circulations transnationales, notamment avec le Liban, dont les associations ont offert des modèles organisationnels, favorisé la traduction et la réappropriation en arabe des catégories LGBTQI+, et renforcé la légitimité des luttes tunisiennes en les inscrivant dans un

mouvement régional plus large (Kréfa, 2019).

Derrière ces pratiques festives se pose un enjeu de transparence et de priorisation des ressources. Célébrer les avancées est légitime et nécessaire, mais cela ne doit pas empêcher de maintenir une lecture critique de ce qu'il reste à faire ni occulter les écarts entre montants annoncés et besoins réels.

Il existe une tension récurrente entre le financement de la célébration et celui des services essentiels.

On retrouve, par exemple, l'idée que l'on investit aisément dans des événements visibles, alors que des services structurels (soutien psychologique, sécurité, santé, etc.) demeurent sous-financés.

C'est dans cette perspective qu'Aurore Guieu rappelle la distance entre l'affichage des montants et l'ampleur des besoins :

« C'est toujours une tension à garder. D'un côté, on veut célébrer les victoires. Pour nous, c'est très important de célébrer l'action collective : si on demande à un bailleur de fonds de s'engager dans les mouvements LGBTQI, on doit pouvoir célébrer quand ils le font, sinon ça ne fait pas vraiment de sens. Mais d'un autre côté, il faut reconnaître que les cent quatre-vingt-deux millions de dollars, c'est une belle somme, mais c'est loin de couvrir les besoins qui étaient déjà existants ».

Ce constat s'inscrit notamment dans le cadre de la campagne Fund Our Futures du Global Philanthropy Project, initiative internationale qui dénonce le sous-financement chronique des organisations LGBTQI+ et qui appelle les bailleurs à investir davantage dans des actions structurelles à long terme plutôt qu'à se limiter à des soutiens événementiels ponctuels.

La célébration peut ainsi devenir un instrument de transparence. Elle permet de reconnaître publiquement les engagements pris tout en rendant

visibles leurs limites, et elle ouvre des espaces de dialogue où organisations, bailleurs et communautés peuvent discuter à la fois de ce qui a été accompli et de ce qui reste à financer.

La portée politique de la célébration se déploie également à l'intérieur des collectifs LGBTQI+. Elle soutient les personnes engagées en offrant des moments de respiration et de repos. La joie prend ici la forme d'un soutien émotionnel qui retisse les liens, allège la fatigue qui découle du militantisme et réinscrit les actions dans une mémoire commune des avancées, même modestes.

Cette mémoire partagée renforce la circulation intergénérationnelle des savoirs et des expériences.

Autrement dit, célébrer, c'est aussi transmettre, non pas par des discours, mais par l'expérience collective d'une réussite ou d'un geste artistique. La joie queer devient ainsi un acte politique qui relie, soutient et rend possibles de nouvelles formes d'existence partagée (Lishivha, 2023).

Ces formes d'existence partagée ne se limitent donc pas à des futurs alternatifs possibles ; elles renvoient aussi à des espaces et des expériences déjà vécues, où d'autres manières d'être ensemble ont été, ou sont encore, mises en pratique.

Comme le rappelle d'ailleurs Azevedo Moreira (s.d.), la «joie décoloniale», comme une force de guérison et de résistance, est capable d'alimenter l'espoir et de créer aussi des futurs alternatifs.

On peut ainsi comprendre la célébration comme une pratique située qui produit des effets politiques à plusieurs niveaux. Elle réorganise l'espace public, stimule la solidarité et instaure un rapport rigoureux aux moyens disponibles, c'est-à-dire une attention concrète à l'usage des ressources, notamment financières, à leurs limites et à la façon de les prioriser.

Ce faisant, elle ne se confond pas avec le simple registre du festif, puisqu'elle articule reconnaissance publique, critique et soin. C'est pourquoi, dans de nombreux contextes, on constate que ces moments sont indispensables à toute stratégie durable. Ils ne relèvent pas de l'accessoire, mais contribuent directement à renforcer la capacité d'action des collectifs.

2.2 Tensions entre droits formels, visions décoloniales et réalités vécues

La fonction politique de la célébration doit aussi être comprise en lien avec le cadre juridique où se jouent d'autres tensions.

L'examen des rapports entre droits formels et réalités sociales révèle rapidement des paradoxes. Des lois protectrices ou inclusives peuvent coexister avec des expériences quotidiennes de stigmatisation, de précarité et de violences symboliques et matérielles.

L'écart ne tient pas seulement au rythme lent de la mise en œuvre administrative. Il relève aussi de résistances culturelles et politiques, de règles institutionnelles qui changent difficilement. Il peut parfois s'agir d'un usage stratégique du droit pour soigner l'image d'un État sans modifier réellement les conditions de vie des personnes LGBTQI+.

Le F&M Global Barometer rappelle d'ailleurs que des cadres juridiques dits «protecteurs» ne garantissent pas automatiquement une amélioration tangible des conditions de vie, soulignant ce décalage persistant entre droits formels et réalités sociales (Dicklitch-Nelson, et al., 2023).

Le droit devient alors un signe performé plus qu'un outil effectif de redistribution des protections et des opportunités, ce que Sabine Hark (2021) désigne comme l'un des paradoxes d'une politique qui, en théorie, vise à l'égalité des droits, mais qui, en pratique, reste souvent limitée.

Dans ce contexte, la célébration s'impose comme un espace critique où se dévoilent les tensions entre reconnaissance juridique et expériences vécues. Par exemple, lors des marches de la fierté, des représentant·e·s d'institutions publiques peuvent défiler sous des drapeaux arc-en-ciel pour affirmer un soutien symbolique, alors que les obstacles persistants en matière de logement, de sécurité ou d'accès aux soins témoignent du décalage entre reconnaissance publique et conditions concrètes de vie. Cette problématique rejette les critiques adressées aux usages opportunistes des droits dans certaines politiques publiques.

L'adoption de textes inclusifs peut servir de vitrine internationale tandis que les mouvements sociaux restent contenus et que des ordres moraux conservateurs demeurent intacts.

Le cas du Cameroun est éclairant à cet égard. Sur un même territoire, des campagnes de prévention du VIH menées par des ONG et financées par des bailleurs internationaux diffusent un discours protecteur et inclusif sur les droits et la santé des personnes LGBTQI+. Dans le même temps, l'État maintient l'article 347 bis du Code pénal qui criminalise les relations homosexuelles, ce qui donne lieu à des arrestations et à des procès (Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, 2021).

Ce double registre génère un climat de méfiance. Les droits ne sont plus perçus comme des acquis consolidés, mais comme des éléments réversibles d'un répertoire diplomatique.



Comme le souligne Hark (2021), la reconnaissance juridique peut fonctionner aussi bien comme un instrument d'émancipation que comme une façade politique. Dans cette perspective, il s'agit alors d'interroger non seulement le contenu des lois, mais aussi qui les porte, dans quels délais, et avec quels effets concrets dans les vies quotidiennes.

L'intervention de Larissa Kojoué insiste pour sa part sur les conditions matérielles de l'action collective :

«Il y a un décalage entre ce qui est professé et ce qui se joue vraiment sur le terrain. Il y a un décalage entre ce qu'on entend dans les médias et ce qui se fait sur le terrain. Je ne dis pas que la situation est belle sur le terrain. Il y a aussi un décalage entre ce que nous disent nos partenaires, nos bailleurs de fonds, tous ces responsables politiques, et ce qui se joue vraiment sur le terrain. [...]. S'il y a autant d'obstacles pour obtenir les moyens que pour soutenir, finalement, on ralentit plutôt le mouvement qu'on ne l'encourage».

Le constat de Samuel Blouin illustre quant à lui ce décalage entre cadre juridique et vécu :

«Les textes au Québec sont relativement progressistes, voire même très progressistes. [...] Mais lorsqu'on regarde les réalités vécues des personnes concernées, il y a encore beaucoup de travail à faire. Les personnes bisexuelles, trans et non binaires. On va parler de sous-emploi, de chômage plus élevé, des revenus souvent très faibles, des refus de soins et une recrudescence de propos haineux».

Cette reconnaissance intègre certains groupes tout en excluant d'autres, laissant ainsi intactes les inégalités结构elles (Hark, 2021).

Ces constats soulignent l'écart entre ce que disent les lois et ce que vivent réellement les personnes et les collectifs LGBTQI+. Ils invitent à interroger non seulement le contenu des droits, mais les régimes de légitimité qui déterminent qui est autorisé à dire ce qui compte comme progrès et selon quels critères.

Cela conduit à considérer une approche décoloniale, telle que proposée par Ali et Dayan-Herzbrun (2017), qui invite à repenser les priorités, les critères de réussite et les manières de prouver les avancées à partir des savoirs des communautés elles-mêmes.

La reconnaissance institutionnelle peut alors manquer sa cible si elle reste déconnectée, c'est-à-dire si elle ne s'appuie pas sur les pratiques populaires et sur les valeurs qui organisent la vie quotidienne.

Larissa Kojoué le formule d'ailleurs avec clarté :

«Le premier levier c'est ça, parce qu'aucune solution ne viendra de l'extérieur. Et lorsqu'elles sont portées par des acteurs extérieurs, il y a plus de chances qu'elles aient un effet contraire que l'effet qu'elles devraient avoir».

La célébration apparaît ainsi comme un espace où ces savoirs communautaires se manifestent et se transmettent. Elle devient une façon concrète de valoriser les expériences locales et de donner une place publique aux formes de connaissances issues du vécu des personnes LGBTQI+.

Dans cette lignée, l'invisibilisation des mouvements communautaires et de leur savoir-faire constitue un enjeu majeur. Les acquis réels, qu'ils soient sociaux, symboliques ou moraux, proviennent souvent d'initiatives locales informelles, de réseaux d'entraide et de pratiques quotidiennes de résistance.

Or ces dynamiques se logent mal dans les formats juridiques et administratifs dominants. Elles ne laissent pas toujours de traces faciles à inventorier et elles échappent souvent aux indicateurs standards.

Comme le rappelle une analyse d'African Feminism (2025a) sur les communautés LGBTQI+ en Afrique francophone, ces initiatives invisibles sont pourtant essentielles à la survie et à la créativité collective.

Revaloriser ces savoirs implique donc de repenser la façon de documenter, d'évaluer et de raconter les avancées. Cela suppose également d'accorder une attention particulière aux jeunes ainsi qu'aux personnes LGBTQI+ vivant en dehors des grandes villes, dont les expériences et initiatives sont encore plus souvent marginalisées.

En somme, articuler droits formels et expériences vécues des personnes LGBTQI+ requiert une démarche de preuve attentive aux tensions, aux décalages temporels et aux inégalités dans la reconnaissance des voix.

Elle demande aussi un équilibre dans les partenariats, qui n'efface pas les conflits, mais qui les transforme en occasion d'orienter plus directement l'action publique. Les stratégies de célébration retrouvent ici leur pertinence, car elles rendent visibles des expériences qui, sans elles, resteraient confinées. Elles rendent tangible à la fois la reconnaissance institutionnelle lorsqu'elle existe et la reconnaissance mutuelle au sein des communautés, et elles rappellent que le droit a pour vocation de protéger des vies concrètes.

2.3 Prendre soin dans l'action collective

Au-delà de la question des droits, la durabilité des mobilisations dépend aussi du soin apporté aux personnes et aux collectifs LGBTQI+.

La capacité de durer est l'un des défis les plus exigeants des mobilisations. Le soin ne vient pas après la lutte, mais il en est une condition essentielle, qu'il s'agisse de prendre soin des personnes ou des collectifs qui portent ces mobilisations LGBTQI+.

C'est dans ce cadre que la célébration se comprend aussi comme un dispositif de soin collectif. Elle ouvre des intervalles de repos, reconfigure la charge émotionnelle et permet des réajustements au sein des équipes. Elle ne remplace pas des services spécialisés, mais elle contribue à construire une culture organisationnelle où l'attention portée aux personnes LGBTQI+ est partagée.



L'extrait de Curt Morgane pointe ce besoin :

«C'est quelque chose qui est propre aux milieux militants. Il y a cette idée de zone de repos, justement parce que c'est vrai que le milieu militant est quelque chose d'épuisant».

Ces propos rappellent que les zones de repos ne sont pas un luxe, mais une condition de travail militant, car elles permettent de persévéérer malgré l'exposition constante aux conflits et à l'hostilité. Cette attention au soin transforme aussi la façon de concevoir les partenariats. Elle exige des calendriers réalistes, des moyens qui incluent le bien-être des équipes, et une reconnaissance explicite de la valeur des tâches discrètes et logistiques.

Le soin soutient alors la formation de solidarités plus égalitaires et réduit la distance entre ceux qui prennent la parole et ceux qui mettent en place les conditions pour que la parole soit possible. Il rappelle que la solidité d'une alliance ne se mesure pas uniquement à la qualité d'un événement, mais aussi à la capacité d'honorer les rythmes, les limites et les besoins des personnes qui la construisent.

Dans cette optique, le soin n'est pas un supplément, mais une condition absolue et centrale des mobilisations LGBTQI+.

Dans un cadre décolonial, le soin prend également une dimension politique. Comme le rappelle Audre Lorde (2017), «prendre soin de moi-même n'est pas de l'indulgence, c'est de la préservation de soi, et c'est un acte de guerre politique» (trad. libre).

Ce rappel situe le soin non seulement comme pratique individuelle, mais comme réponse à des contextes où les vies et les corps sont souvent mis à l'épreuve. Dans de nombreux espaces, la possibilité même d'accéder à des espaces de repos ou à des conditions minimales de sécurité est refusée, en raison de logiques institutionnelles qui participent à épuiser et à rendre illégitimes les existences queers.

Le soin se transforme alors en ressource stratégique, une manière d'avancer malgré les contraintes structurelles et les hostilités politiques.

Il ressort ainsi de ces éléments que la célébration, pensée comme soin, consolide la durabilité des mobilisations. Elle prévient les ruptures, favorise la mémoire des gestes accomplis et améliore la capacité d'accueillir de nouvelles personnes LGBTQI+.

Elle installe une culture de l'attention qui interfère positivement avec les autres dimensions de l'action collective, y compris celles qui touchent aux relations avec les bailleurs, aux administrations et aux médias. Comme mentionné, loin d'opposer soin et stratégie, il convient de comprendre le soin comme l'une des conditions de la stratégie, qui renforce la cohésion, protège la santé mentale et ravive le sens des luttes LGBTQI+. (Tadman, 2023).

Dans cette perspective, la célébration est un cadre d'actions qui structure et soutient les mobilisations LGBTQI+. En tant qu'acte politique, la célébration rend ainsi visibles des existences et requalifie les scènes publiques, c'est-à-dire les espaces où des formes de présence deviennent audibles et visibles.

Face aux limites des droits formels, la célébration rappelle que la transformation sociale se joue dans l'articulation concrète entre cadres juridiques, savoirs situés et ressources réellement mobilisées.

En tant que pratique de soin, elle soutient la durée des engagements, protège les personnes LGBTQI+ et construit une culture de la reconnaissance réciproque, entendue ici comme la légitimation mutuelle des expériences et des contributions au sein des communautés elles-mêmes.

En ce sens, la célébration n'est pas seulement un moment de visibilité ou de soin : elle ouvre aussi la question de l'avenir. Comment faire en sorte que ce qui s'expérimente dans ces scènes perdure et se consolide ?

Journée 3: Préparer demain

Préparer demain suppose de stabiliser ce que la célébration met en mouvement. Il faudra traduire ces scènes de visibilité en infrastructures durables, en formations partagées, en outils d'évaluation adaptés aux réalités locales, et en alliances capables d'aligner les moyens sur les priorités définies par les communautés LGBTQI+. La prochaine section propose ainsi d'examiner les leviers de préparation, d'anticipation et de consolidation qui donneront aux mobilisations la capacité de durer en conjuguant imagination, méthode et responsabilité.

L'idée de préparer demain s'inscrit dans la continuité des thèmes précédents sur la transmission et la célébration. Elle désigne le passage nécessaire entre les luttes actuelles, souvent marquées par l'urgence et la réactivité, et l'élaboration d'infrastructures, de méthodes et de récits capables de durer.

Préparer demain renvoie donc à une anticipation concrète, à la construction de stratégies ancrées dans l'expérience accumulée, tout en tenant compte des menaces croissantes contre les droits et des ressources limitées disponibles pour y faire face.

Cela suppose à la fois de consolider les mouvements face aux offensives anti-droits, d'imaginer des formes de gouvernance légitimes et inclusives, et de développer des pratiques de savoir qui font de la mémoire et de la transmission des leviers de résistance. Ces orientations traduisent un apprentissage collectif et une volonté d'aller au-delà de la posture défensive afin d'ancre les mobilisations dans une perspective de long terme.

3.1 La structuration comme levier stratégique face aux menaces anti-droits

La structuration et la mise en réseau constituent des leviers décisifs pour contrer l'isolement, la fragmentation et le manque de reconnaissance institutionnelle des communautés LGBTQI+.

La création de réseaux offre des espaces de confiance, de collaboration et de mutualisation des ressources. Elle permet également d'agir comme interface entre les acteur·ice·s communautaires et les institutions internationales ou les bailleurs. L'expérience partagée par Line Chamberland à propos de la conférence à l'origine de la création d'Égides illustre la puissance du réseautage.

Elle rappelle :

«Quand on a fait la conférence en 2017, d'abord, on a été étonnés par la forte réponse, 200 participants. Beaucoup de panels, une vingtaine de pays. Et comme comité scientifique, on s'était partagé les panels pour faire le tour et faire nos observations».

La surprise face à l'ampleur de la participation témoigne de l'importance de ces moments de rencontre, capables de dépasser les frontières nationales et de générer de nouvelles dynamiques collectives.

Comme le souligne Bigo (2018), les solidarités transnationales se construisent souvent à travers des pratiques partagées et des interactions à distance, qui permettent à des acteur·ice·s dispersé·e·s géographiquement de se reconnaître dans des formes communes d'appartenance.

Ainsi, le réseautage est d'autant plus crucial que les contextes nationaux tendent à enfermer les militant·e·s dans des luttes dispersées. La



structuration n'est pas seulement une question d'efficacité logistique. Elle constitue une protection face aux stratégies de division et de fragmentation menées par les acteur·ice·s hostiles aux droits LGBTQI+.

Toutefois, cette dynamique n'a pas toujours été acquise. Lors du lancement d'Égides, certaines organisations exprimaient de la méfiance, craignant une recentralisation des pouvoirs au Nord. L'équipe a dû instaurer un climat de confiance, valoriser les savoirs locaux et déconstruire les logiques verticales.

Ce travail patient de légitimation progressive a permis de construire un réseau qui ne repose pas sur des injonctions externes, mais sur une co-construction attentive aux besoins réels.

La structuration des réseaux transnationaux s'appuie donc sur des relations horizontales et des dynamiques d'interdépendance, plutôt que sur des rapports hiérarchiques (Bigo, 2018).

L'existence même du réseau Égides montre que la structuration est un processus relationnel et non une simple addition d'acteur·ice·s.

Une fois cette légitimité consolidée à l'échelle locale, la dimension internationale apparaît comme un prolongement déterminant. Les réseaux

transnationaux offrent des ressources et une visibilité politique qui dépassent les moyens des organisations isolées.

Ils permettent un plaidoyer à plusieurs échelles, une solidarité face aux menaces globales et une amplification des voix locales pour les droits LGBTQI+.

Jeffrey O'Malley donne un exemple concret en rappelant ceci :

«Vous connaissez Fierté Afrique Francophone ? [...] C'est un exemple de produit [leur livre] créé par un réseau avec des connaissances de plusieurs pays».

Lancée en 2020 à la suite d'un premier festival panafricain virtuel, Fierté Afrique Francophone s'est constituée comme une initiative communautaire et bénévole visant à fédérer des activistes et des associations de plusieurs pays de la région (Fierté Afrique Francophone, 2025). Cet exemple illustre la capacité des réseaux à produire des espaces culturels et militants qui complètent et renforcent les initiatives menées à l'échelle nationale.

L'importance de la structuration apparaît encore plus nettement lorsqu'on observe la solidité des mouvements adverses. En Europe, par exemple, les mouvements anti-genres opèrent à travers des réseaux transnationaux structurés, ce qui leur confère une influence sur les politiques nationales et

accroît leur résilience (Brett, 2022).

Ces mouvements anti-droits, qu'ils soient anti-genres, antiféministes ou anti-LGBTQI+, sont particulièrement bien organisés. Ils disposent de financements conséquents, d'alliances transnationales et d'une grande capacité d'adaptation aux contextes locaux.

Comme le souligne Soufiane Hennani :

«En effet, c'est très vrai que les mouvements anti-genres sont très organisés, les mouvements anti-droits en général. Ils sont très très très organisés, très mobilisés. Ils arrivent à être ensemble, à travailler ensemble, à communiquer ensemble. Des fois, même quand ils n'ont pas les mêmes valeurs [...] ils se rencontrent sur la question de genre, et d'ailleurs ils peuvent manifester même ensemble».

La cohésion de ces mouvements réside dans un discours commun qui transcende leurs divergences internes et qui leur permet d'infiltrer différents espaces politiques, religieux et médiatiques (Brett, 2022).

La force de ces mouvements anti-LGBTQI+ repose aussi sur des stratégies de communication modernes et accessibles. Ils investissent les réseaux sociaux, mobilisent des influenceurs et utilisent un langage dépolitisé qui parle de la protection de la famille, de la liberté d'expression ou de la souveraineté nationale.

Star Rugori décrit ainsi ce phénomène :

«La plupart des Tiktok, Podcaster, Youtube Channel qui sont derrière l'idée de pousser des idéaux antimigratoires, initialement, n'avaient pas été créés pour poser ce genre d'information bien idéologique [...] mais ils vont inviter un politicien local ou bien un autre influenceur très conservateur à venir dans cette conversation».

En procédant de la sorte, ces mouvements anti-LGBTQI+ déplacent le débat vers des registres plus

consensuels et séduisent des publics éloignés du militantisme traditionnel. Cette stratégie médiatique s'inscrit dans ce que Kuhar et Paternotte (2018) décrivent comme une reformulation des discours anti-genre autour de valeurs prétendument universelles et neutres, renforçant leur légitimité dans l'espace public.

Un autre levier puissant de leur rhétorique réside dans l'appropriation du panafricanisme et du discours de décolonisation. Ils affirment défendre les valeurs africaines authentiques et rejettent les droits LGBTQI+ en les qualifiant d'importations occidentales (Kojoué, 2024).

Cette confusion volontaire contribue à délégitimer les luttes locales et à renforcer un nationalisme excluant. En effet, comme l'observent Awondo et al. (2022), cette rhétorique s'inscrit dans un processus de (re) politisation du genre en Afrique, où les discours anti-genre s'articulent à des logiques de souveraineté culturelle et d'anti-impérialisme, donnant naissance à des «nationalismes sexuels» ancrés dans les «valeurs africaines».

Face à cette stratégie, les mouvements progressistes LGBTQI+ et féministes se trouvent souvent en réaction, fragmentés et sous-financés.

Soufiane Hennani rappelle la nécessité de dépasser cette fragmentation :

«En tout cas, de mon point de vue, on a besoin de plus d'université populaire, de partage de savoirs, de création de savoirs. [...] On a besoin de se rencontrer, je pense, dans le fait de se rencontrer, de briser les frontières, notre histoire est commune finalement».

Ce propos insiste sur l'importance des espaces de rencontre et de formation mutuelle pour dépasser les divisions et construire une stratégie proactive.

Enfin, un autre danger réside dans la présence de faux alliés au sein même des mouvements progressistes. Des organisations féministes

transphobes ou homophobes peuvent reproduire des logiques d'exclusion. Par exemple, comme rapporté par Soufiane Hennani, au Maroc, une militante féministe a agressé une personne trans lors d'une manifestation. De manière comparable, en France, certaines figures du mouvement féministe, telles que Marguerite Stern, ont exprimé des positions trans-exclusionnaires qui alimentent des divisions internes et fragilisent les solidarités (Le Monde, 2024).

Ces situations illustrent la nécessité d'une vigilance interne et d'une clarification des alliances, afin que la structuration ne se fasse pas au prix de nouvelles exclusions et marginalisations.

Dans ce contexte, préparer demain suppose de renforcer les capacités de structuration des mouvements LGBTQI+, de cartographier les forces adverses, de développer des stratégies de communication accessibles et de s'assurer que les alliances entre différentes communautés reposent sur des valeurs partagées ou communes.

La structuration apparaît ainsi comme une arme de défense pour les communautés LGBTQI+ et un levier d'expansion politique, à considérer comme une priorité stratégique pour l'avenir.

3.2 La gouvernance inclusive comme condition de légitimité

Dans le prolongement de cette réflexion, la question de la gouvernance s'impose. La gouvernance inclusive ne relève pas seulement d'un enjeu technique d'organisation interne.

Elle engage directement la légitimité des réseaux et leur capacité à durer. Elle doit être inclusive, transparente et ancrée dans les réalités du terrain.

À titre d'exemple, le plaidoyer international mené par Égides illustre cette logique : il ne s'agit pas de remplacer les mobilisations locales, mais de les soutenir et de leur donner davantage de portée. La gouvernance inclusive consiste ainsi à reconnaître les voix, les récits et les priorités locales comme point de départ de toute stratégie, en refusant les logiques descendantes qui projettent des modèles importés.

Cette exigence d'ancrage local et de reconnaissance des voix communautaires se heurte toutefois à des contraintes structurelles, en particulier celles liées au financement.

Comme le souligne Ilham Shiba :

«Parmi les choses aussi que je vois malheureusement ces jours-ci par rapport au financement, c'est la question de la liberté d'expression. [...] On a vu des organisations qui se font enlever des fonds parce qu'elles ont parlé des questions qui fâchent, parce qu'elles ont parlé par exemple de la question palestinienne».

Cet exemple illustre comment les bailleurs peuvent conditionner leur soutien et fragiliser la liberté d'action des organisations LGBTQI+. Ce constat rejoint les analyses de Bougheas et al. (2022) qui montrent que les décisions des bailleurs, qu'ils soient locaux ou internationaux, reposent sur des critères d'efficacité et de conformité institutionnelle pouvant refléter des logiques politiques et stratégiques plutôt que des besoins communautaires réels.

La gouvernance inclusive doit donc intégrer une vigilance face à ces contraintes et développer des stratégies de financement qui préservent l'autonomie des collectifs.



Les solidarités transnationales LGBTQI+ doivent également être pensées de manière décoloniale et égalitaire (Noukhaly et Faure, 2024).

Les organisations du Nord sont appelées à se décenter, à consulter les militant·e·s locaux·ale·s et à éviter de projeter leurs propres priorités. Les rapports de pouvoir entre Nord et Sud se reproduisent facilement dans les réseaux, à travers la langue francophone, les ressources et la visibilité médiatique.

Préparer demain suppose de renverser cette logique, en créant des espaces où la parole des communautés locales est centrale et non périphérique.

Dans cette même lignée, les organisations LGBTQI+ doivent également penser au-delà du cadre juridique occidental. La gouvernance inclusive suppose de reconnaître la valeur des connaissances issues du terrain, des récits portés par les communautés LGBTQI+ et des pratiques quotidiennes de résistance. De plus, Noukhaly et Faure (2024) invitent à relier les luttes LGBTQI+ aux luttes de libération plus larges et à résister à l'effacement des voix subalternes dans les espaces militants.

Cette réorientation de perspective permet d'éviter l'imposition d'un modèle unique de reconnaissance étatique, qui repose principalement sur des cadres juridiques occidentaux et ne correspond pas toujours aux réalités locales, aux pratiques communautaires ni aux formes de reconnaissance déjà existantes sur le terrain. Elle ouvre la possibilité d'inventer des formes d'action politique adaptées aux contextes et plus durables.

C'est dans cette perspective qu'Angelica Polmonari met en avant un principe structurant :

«Les éléments clés pour construire un réseau LGBTQI+ international solide et durable sont la coexistence et la complémentarité de mécanismes de processus d'élaboration politique, respectivement identitaire et collectif».

Ce propos insiste sur la coexistence entre espaces identitaires spécifiques et espaces communs. En effet, les réseaux doivent permettre l'existence de sous-espaces spécifiques, comme des réseaux de femmes lesbiennes, de personnes trans ou de migrant·e·s LGBTQI+, tout en créant des lieux de dialogue et de complémentarité.

L'inclusion ne signifie pas l'effacement des différences, mais leur reconnaissance dans une logique de solidarité.

Comme le rappellent Ayoub et Paternotte (2016), la construction des réseaux transnationaux LGBTQI+ tels qu'ILGA repose sur la recherche d'un équilibre entre une coordination commune et la prise en compte des besoins variés de chaque sous-communauté, condition essentielle pour assurer leur légitimité et leur efficacité collective.

Cette inclusion suppose de reconnaître les asymétries internes et de créer des conditions pour que chaque voix puisse être entendue. Cette vigilance réduit le risque de reproduire au sein des réseaux les exclusions subies à l'extérieur.

Ainsi, la gouvernance inclusive apparaît moins comme un simple choix organisationnel que comme un facteur déterminant de légitimité et de durabilité. Lorsqu'elle est absente, les réseaux courrent le risque de perdre la confiance des communautés qu'ils souhaitent représenter.

À l'inverse, lorsqu'elle reconnaît la pluralité des identités et favorise des espaces de dialogue horizontal, elle tend à renforcer la cohérence et la solidarité des actions collectives. Dans cette perspective, investir dans la gouvernance peut être défini non pas comme une contrainte administrative, mais comme une ressource stratégique essentielle pour préparer l'avenir.

3.3 Produire, partager et co-construire pour bâtir ensemble l'avenir

La production et le partage de savoirs constituent un axe fondamental pour préparer demain. Face aux discours qui présentent les droits LGBTQI+ comme une importation occidentale, il devient essentiel de recontextualiser les revendications et de mettre en évidence les identités effacées.

La construction d'une mémoire collective passe par la mise en place de démarches systématiques de documentation et de transmission des expériences locales, souvent absentes des récits institutionnels. Dans cette perspective, la production de savoirs critiques et situés peut être comprise comme une forme de résistance aux discours dominants, tout en affirmant une légitimité enracinée dans les réalités vécues par les communautés LGBTQI+ (Ali et Dayan-Herzbrun, 2017).

Cette importance accordée à la production de savoirs s'exprime dans plusieurs domaines, y compris celui de la spiritualité. Les discours et pratiques spirituelles façonnent en effet les représentations collectives de la sexualité et du genre : ils peuvent renforcer des mécanismes d'exclusion, mais aussi nourrir des formes de résistance et de réappropriation.

Diane Labelle souligne :

«On rattache spiritualité ou religion avec l'esprit ou ton être, ton identité centrale. [...] Et dans ce cas, il ne laisse aucune possibilité d'être autre. Alors autre devient alors le temps, autre devient alors la chose à éliminer et on voit l'exclusion».

Ce témoignage met en évidence le rôle ambivalent des religions institutionnelles, qui ont souvent servi d'outils de colonisation et de normalisation patriarcale, mais il rappelle aussi que certaines traditions autochtones et pratiques culturelles locales peuvent constituer des leviers de résistance (African Feminism, 2025b).

L'exemple de Okomfo Kwabena, un prêtre ghanéen, illustre cette réalité, puisqu'en mobilisant à la fois les ressources des pratiques religieuses indigènes et son statut de leader spirituel, il a créé des espaces d'affirmation pour des formes de sexualité non normatives, tout en contestant les discours coloniaux et postcoloniaux qui associaient l'homosexualité à une influence étrangère (Banks, 2012).

Penser des formes de spiritualité décoloniales permet de dépasser l'opposition simpliste entre religion et sexualité et d'inventer de nouvelles articulations entre foi et identité LGBTQI+.

Toutefois, la mise en œuvre de ces initiatives communautaires se heurte à une difficulté récurrente qui est celle du financement. Comme l'énoncent Loewen Walker et al., (2021), les bailleurs tendent à privilégier les réseaux formels et internationaux au détriment des petites organisations locales.

Or, ces dernières sont essentielles pour assurer la proximité, la pertinence et la durabilité des actions. Un rééquilibrage apparaît donc nécessaire, afin de soutenir davantage les structures de terrain tout en continuant à financer les actions collectives. Le financement doit être pensé comme un outil de co-construction et non comme un instrument de contrôle.

Dans le prolongement de cette réflexion, Angelica Polmonari souligne l'importance stratégique des réseaux internationaux :

«Selon mon opinion personnelle, les réseaux internationaux sont, dans cette période, réellement, réellement essentiels pour nous sur le terrain».

Cet appel met en évidence le rôle complémentaire de ces réseaux, qui offrent une visibilité accrue, favorisent la circulation des savoirs et relient les luttes locales à des dynamiques transnationales. Cette articulation entre ancrage communautaire et mise en réseau élargie apparaît comme une condition essentielle pour renforcer la résilience des mouvements face aux menaces globales et à la précarité des ressources financières.

La consolidation des mouvements ne repose toutefois pas uniquement sur les réseaux. Elle implique également d'examiner les alliances construites avec d'autres acteur·ice·s, en particulier

économiques, qui soulèvent des enjeux cruciaux. L'engagement des entreprises doit être évalué de manière critique, en distinguant les initiatives authentiques des démarches purement performatives. Comme l'a souligné Buchter (2023), certaines organisations utilisent la cause LGBTQI+ pour soigner leur image publique sans transformer leurs pratiques internes, un phénomène souvent qualifié de pinkwashing.

Ben de Tarade insiste sur ce défi :

«Ils donnent des moyens, mais vont nous dire qu'ils vont nous expliquer comment faire. Ils ne font pas partie de la communauté. Donc, ça, c'est un gros défi qu'on a en interne. Après en externe, on est une société de conseil, donc on est un peu dépendant. Le défi qu'on a, c'est qu'on est dépendant des clients qu'on a».

Autrement dit, il existe une tension structurelle entre, d'un côté, la nécessité de compter sur des partenaires économiques et, d'un autre côté, le risque que ces mêmes partenaires imposent leurs logiques, leurs priorités et leurs cadres de décision.

C'est précisément pour répondre à ces risques d'initiatives de façade que des outils d'évaluation plus structurés ont été développés. La certification Arc-en-ciel, mise en place au Québec, permet par exemple de reconnaître et de valoriser les milieux de travail inclusifs envers les personnes LGBTQI+. Elle constitue un outil de référence permettant d'évaluer et de rendre visibles les engagements réels des organisations (Chambre de commerce 2ELGBTQI+ du Canada, s.d.).

L'inclusion économique, notamment par la diversité des fournisseurs, est un autre levier essentiel.



Merve Tosun rappelle ceci :

«Et pourquoi ne pas parler ou travailler avec un entrepreneur de la communauté et les engager pour leur donner un peu de, pas d'argent, mais de partenariat. Ce sont des opportunités pour créer plus d'argent et pour être un peu plus présent dans le monde du commerce».

Cet extrait illustre la nécessité de relier l'inclusion à des pratiques économiques concrètes.

En parallèle à ces enjeux d'engagement économique, la transformation des milieux de travail apparaît comme un champ d'action tout aussi décisif. Les entreprises ne se limitent pas à des partenariats externes : elles façonnent également des environnements quotidiens qui peuvent être inclusifs ou, au contraire, sources d'exclusion.

Selon Baiocco et al. (2023), la qualité de l'emploi des personnes LGBTQI+ dépend étroitement de la mise en place de politiques organisationnelles équitables et de la reconnaissance effective de leurs identités. Mettre en place des politiques transinclusives, des uniformes non genrés, la reconnaissance des familles LGBTQI+ ou encore la formation continue du personnel sont autant de mesures qui donnent un contenu concret aux engagements affichés.

L'activisme dans ce domaine peut prendre des formes discrètes, adaptées au niveau de maturité de l'organisation et aux contextes culturels, mais il n'en demeure pas moins essentiel.

En rendant visibles les besoins spécifiques et en instaurant des pratiques inclusives, ces démarches contribuent à préserver la santé mentale des personnes LGBTQI+ tout en consolidant une culture organisationnelle plus juste et plus durable.

Enfin, les stratégies de changement narratif apparaissent comme cruciales.

Bruno Laprade souligne que :

«La droite, les mouvements anti-LGBTQ, anti-gender sont très efficaces à récupérer nos mots, à récupérer nos discours. Elle récupère les médias, des fois littéralement avec ces milliardaires qui les rachètent. Donc on est toujours pris avec des façons de devoir, des fois, être réactif, changer les choses qu'ils disent sur nous. Des fois, on aimerait mieux être proactifs, être capable justement d'amener nos discours, nos récits sur la place publique».

Le changement narratif consiste à reprendre le contrôle des récits, à raconter nos histoires autrement et à déconstruire les stéréotypes. Comme le souligne García Gómez (2025), ces démarches

ne se limitent pas à documenter des expériences, mais participent à une transformation épistémique qui remet en question les cadres dominants de compréhension et de légitimation des vécus LGBTQI+.

Il s'agit d'utiliser des formes culturelles, médiatiques et communautaires adaptées aux contextes locaux, en tenant compte des enjeux de sécurité.

La diversification des canaux de diffusion, l'attention à la sécurité et les alliances stratégiques complètent ces stratégies narratives. Les podcasts constituent à cet égard un outil particulièrement puissant pour rendre visibles des récits ancrés dans les réalités locales et favoriser la circulation transnationale des voix LGBTQI+.

Miss Lylie en donne un exemple parlant :

«On a réalisé un podcast, on a collaboré avec cinq pays pour réaliser ce protocole. Cinq pays francophones de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun [...] On voulait vraiment les mettre à l'avant de ce podcast, pour vous donner une place et pour vous entendre, c'est pour savoir comment on peut utiliser vos réalités ou écrire. Vous parlez de vous pour déconstruire toutes ces choses qui sont dites».

En Turquie, Tufan et Şenyüz (2023) mettent également en lumière comment les podcasts queers servent d'espaces alternatifs permettant de déconstruire les récits dominants, de construire des réalités collectives et d'amplifier les voix marginalisées.

Au-delà de ces initiatives audio, d'autres supports, comme WhatsApp, les imprimés communautaires, ou encore des formats ludiques et humoristiques, permettent de toucher différents publics et d'éviter l'épuisement militant.

Les collaborations transnationales, comme les co-signatures de lettres ouvertes ou les traductions collaboratives, renforcent la portée de ces campagnes.

Elles créent des synergies et amplifient les voix LGBTQI+ marginalisées. En ce sens, Sözen (2022) montre que ces pratiques de création et de circulation collectives s'inscrivent dans une logique de solidarité transnationale, où les mouvements queers féministes tissent des alliances discursives et stratégiques pour contrer, par exemple, la violence de genre.

Ainsi, préparer demain signifie conjuguer structuration, gouvernance et production de savoirs pour bâtir des mouvements capables de durer.

La structuration permet de répondre à la fragmentation et de résister à des adversaires puissants. La gouvernance inclusive fonde la légitimité et assure que les voix locales orientent les stratégies.

La production et le partage de savoirs décoloniaux, féministes, antiracistes et issus de pratiques non académiques tels que des récits communautaires et des savoirs situés permettent aussi de contrer les discours hostiles et de créer des récits positifs et mobilisateurs.

Ensemble, ces dimensions dessinent une stratégie proactive, tournée vers l'avenir, qui refuse la simple réaction pour affirmer une capacité à construire. Préparer demain, c'est affirmer que les luttes LGBTQI+ ne se réduisent pas à la défense d'acquis précaires ou fragiles, mais qu'elles constituent un projet politique de long terme, enraciné dans les communautés et ouvert aux solidarités transnationales LGBTQI+.

Conclusion

Les trois journées de la conférence d'Égides 2025 ont permis de dégager une compréhension approfondie des conditions matérielles, politiques et symboliques qui façonnent les mobilisations LGBTQI+ francophones à travers les contextes du Nord et du Sud. En articulant les thématiques Transmettre, Célébrer et Préparer demain, les échanges ont mis en évidence la continuité entre la mémoire, la visibilité et la structuration comme trois dimensions interdépendantes d'un même projet collectif.

Ce rapport a montré que les pratiques de transmission, loin de se limiter à la conservation de savoirs, constituent un champ d'action politique à part entière, où se rejouent les rapports de pouvoir issus du colonialisme, des hiérarchies linguistiques et des institutions.

La transmission est apparue comme un geste de réparation et de création, visant à reconstituer des liens interrompus et à affirmer la valeur des expériences des personnes LGBTQI+ dans les récits historiques, culturels et militants.

La deuxième journée a prolongé cette réflexion en montrant que la célébration n'interrompt pas les luttes, mais en représente une autre forme de prolongement. Célébrer devient un moyen d'affirmer la légitimité d'exister, de construire des espaces de visibilité et de cohésion, et d'inscrire les personnes LGBTQI+ dans la sphère publique à travers des formes symboliques, artistiques et communautaires.

Ces pratiques de célébration fonctionnent comme des outils politiques, capables de transformer la perception sociale et de contrer les régimes d'invisibilisation. Toutefois, elles doivent être pensées avec lucidité : la reconnaissance juridique ou médiatique ne suffit pas à garantir l'égalité effective.

Les témoignages recueillis ont souligné l'écart persistant entre les droits formels et les réalités vécues, ainsi que la nécessité de replacer le soin au cœur des stratégies collectives. Loin d'être un registre secondaire, le soin apparaît ici comme une condition de durabilité des mobilisations, en soutenant la continuité des engagements et la vitalité des réseaux.

Enfin, la troisième journée, consacrée à la préparation de l'avenir, a permis d'articuler les enjeux de structuration, de gouvernance et de production de savoirs. Les discussions ont mis en évidence que la consolidation des mouvements LGBTQI+ repose sur une double exigence, consistant à renforcer les capacités organisationnelles tout en préservant la diversité interne et la légitimité des voix locales.

La structuration apparaît comme une réponse stratégique face aux menaces anti-droits, à la fragmentation et à la précarité, tandis que la gouvernance inclusive se présente comme une condition de légitimité indispensable.

Les interventions ont insisté sur la nécessité d'un équilibre entre coordination transnationale et autonomie locale, entre efficacité collective et reconnaissance des différences. Cette approche décoloniale de la gouvernance implique une redistribution des rôles, une vigilance face aux conditionalités du financement et une valorisation des savoirs situés produits dans les contextes communautaires.

Dans cette perspective, la production et la circulation des savoirs ne sont pas des activités accessoires, mais des formes de résistance. Documenter, archiver et diffuser les expériences LGBTQI+ francophones constitue un moyen de contrer les discours hégémoniques, de légitimer les vécus minorisés et de consolider des récits pluriels capables de soutenir les luttes à long terme.



Cette démarche s'articule à la fois au travail de la mémoire et à celui de la projection. Elle fonde la capacité des mouvements à se penser comme des acteurs politiques dotés d'une histoire propre et d'une vision prospective.

Ainsi, les trois axes du rapport convergent vers une même idée, selon laquelle les mobilisations LGBTQI+ ne peuvent être comprises ni consolidées sans une attention simultanée à la mémoire, à la visibilité et à la structure.

Dans un contexte mondial marqué par la montée des mouvements anti-droits, la fragilisation des espaces civiques et la reconfiguration des solidarités internationales, ces réflexions soulignent l'urgence d'une approche intégrée, capable de relier savoirs, pratiques et politiques.

En ce sens, les solidarités transnationales LGBTQI+ apparaissent non seulement comme des espaces de convergence, mais aussi comme des lieux de construction, de réflexion et de transmission des outils essentiels à la pérennité des luttes francophones LGBTQI+.

Transmettre, célébrer et préparer demain ne sont pas des étapes distinctes, mais les dimensions d'un même effort collectif pour transformer les conditions d'action.

Références

- African Feminism. (2025 a, 30 janvier). **Exister dans un monde qui tente de vous effacer : Les communautés LGBTQIA+ en Afrique francophone.** <https://africanfeminism.com/exister-dans-un-monde-qui-tente-de-vous-effacer-les-communautes-lgbtqia-en-afric-francophone/>
- African Feminism. (2025b, 5 février). **When faith rejects us: Spirituality and Queer Africans.** <https://africanfeminism.com/when-faith-rejects-us-spirituality-and-queer-africans/>
- Akinwande, B. (2024, 9 janvier). **Ballroom celebrations are a bastion of joy for LGBTQ Nigerians.** TheBody. <https://www.thebody.com/article/nigeria-ballroom-bastion-joy-lgbtq-community>
- Ali, Z., et Dayan-Herzbrun, S. (2017) « Présentation » *Tumultes*, 48, 5-13. <https://doi.org/10.3917/tumu.048.0005>
- Amondi, G. (2024, 12 septembre). « **To be seen, have unabashed fun and be liberated** » : A Kenyan party celebrates queer joy. Minority Africa. <https://minorityafrica.org/to-be-seen-have-unabashed-fun-and-be-liberated-a-kenyan-party-celebrates-queer-joy/>
- Awondo, P., Bouilly, E., et N'Diaye, M. (2022). Introduction au thème. Penser l'anti-genre en Afrique. *Politique africaine*, 168(4), 5-24. <https://doi.org/10.3917/polaf.168.0005>.
- Ayoub, P. M., et Paternotte, D. (2016). L'International Lesbian and Gay Association (ILGA) et l'expansion du militantisme LGBT dans une Europe unifiée. *Critique internationale*, 70(1), 55-70. <https://doi.org/10.3917/crri.070.0055>.
- Azevedo Moreira, R. (s.d.). **Les joies queer et décoloniale comme actes de résistance.** Esse. <https://esse.ca/residence-numérique/les-joies-queer-et-decoloniale-comme-acte-de-resistance/>
- Baiocco, M., Blais, M., Samoilenco, M., Chamberland, L., et Côté, I. (2023). Élaboration d'un indice composite de qualité de l'emploi des travailleurs et travailleuses LGBTQ+ du Québec (Canada). *Revue internationale du Travail*, 162 (2), 361-388. <https://doi.org/10.1111/ilr.12376>
- Bakshi, S. (2024). Queeritude décoloniale : quels enjeux, quelles possibilités?. **Genre, sexualité & société**, (31). <https://doi.org/10.4000/122t7>
- Banks, W. D. (2012). Remembering Okomfo Kwabena: 'Motherhood', Spirituality, and Queer Leadership in Ghana. *African Historical Review*, 44(2), 1-17. <https://doi.org/10.1080/17532523.2012.739746>
- Big Tata. (s.d.). **Qui sommes-nous?** [Page web]. <https://bigtata.org/qui-sommes-nous#:~:text=Big%20Tata%20est%20le%20premier,par%20l'ensemble%20des%20membres>
- Bigo, D. (2018). Pour une sociologie des guildes transnationales. **Cultures & conflits**, (109), 9-38. <https://doi.org/10.4000/conflicts.19739>.
- Bougeas, S., Isopi, A., et Owens, T. (2022). **NGO's and donors' funding: Evidence from Uganda** (CESifo Working Paper No. 10055). CESifo. <https://doi.org/10.2139/ssrn.4266620>
- Brett, L. (2022, 14 novembre). **Anti-gender movements and their impact on national European policies.** European Student Think Tank. <https://esthinktank.com/2022/11/14/anti-gender-movements-and-their-impact-on-national-european-policies/>
- Chamberland, L. et Garneau, C. (2008). Entrevue avec Ross Higgins, anthropologue et cofondateur des Archives gaies du Québec. *Bulletin d'histoire politique*, 16(3), 21-32. <https://doi.org/10.7202/1056169ar>
- Chambre de commerce 2ELGBTQI+ du Canada. (s.d.). **Arc-en-ciel officiel** [Programme]. <https://cglcc.ca/fr/programs/rainbow-registered/>
- Collins, P. H. (1990). **Black Feminist Thought: Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment.** Boston, MA: Unwin Hyman.
- Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides. (2021, 28 juillet). **L'homosexualité.** <https://www.cgra.be/fr/infos-pays/lhomosexualite-4>
- Dayan-Herzbrun, S. (2021). Quand des féministes africaines remettent en question l'universalité de la domination masculine. *Recherches féministes*, 34 (2), 149 – 164. <https://doi.org/10.7202/1092235ar>
- Dicklitch-Nelson, S., Maxwell, E., Hallenbeck, E., Kasperek, S. (2023). The F&M Global Barometers: Quantifying LGBT+ Human Rights Protections Worldwide, F&M Global Barometers Background Note 1, www.fandmglobalbarometers.org.
- Drapeau-Bisson, M. L. (2022). Amitié archivée : la documentation de l'intime comme stratégie de dernier recours dans la pratique biographique de
- France Théoret. **Recherches féministes**, 35(1), 189-206. <https://doi.org/10.7202/1099918ar>
- Faure, R. (2021). Tordre les archives (queering archives) : oui, mais dans quel sens?. **GLAD!. Revue sur le langage, le genre, les sexualités**, (11).
- Fierté Afrique Francophone. (2025). **Accueil.** <https://fierteafriquefrancophone.org/>
- García Gómez, L. C. (2025). More than documenting LGBTQ+ narratives: a human rights activists' perspective from Colombia's truth commission. **The International Journal of Human Rights**, 1-20. <https://doi.org/10.1080/13642987.2025.2501583>
- Giroux, D. (2017). Les langages de la colonisation : Quelques éléments de réflexion sur le régime linguistique subalterne en Amérique du Nord. **Trahir**, 8, 1-26. <https://trahir.wordpress.com/wp-content/uploads/2017/07/trahir-giroux-langages.pdf>
- Hark, S. (2021). Travers.es du droit. Les paradoxes d'une politique des droits. Trivium. **Revue franco-allemande de sciences humaines et sociales-Deutsch-französische Zeitschrift für Geistes- und Sozialwissenschaften**, (32). <https://doi.org/10.4000/trivium.7406>
- ILGA World. (2024). **Accessing connection: Bridging the LGBTI digital divide.** https://ilga.org/wp-content/uploads/2024/02/Accessing_connection_bridging_LGBTI_digital_divide.pdf
- Kojoué, L. (2024, 10 juillet). **Nous devons nous réapproprier le panafricanisme par l'amour — pour toutes et tous.** Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/fr/news/2024/07/10/nous-devons-nous-reapproprier-le-panafricanisme-par-lamour-pour-toutes-et-tous>

- Kréfa, A. (2019). Le mouvement LGBT tunisien : un effet de la révolution?. **Ethnologie française**, (2), 243-260. <https://doi.org/10.3917/ethn.192.0243>.
- Kuhar, R., et Paternotte, D. (Éds.). (2018). **Campagnes anti-genre en Europe : Des mobilisations contre l'égalité**. Presses universitaires de Lyon. <https://doi.org/10.4000/books.pul.27735>
- La Presse. (2017, 26 septembre). **Égypte : six personnes arrêtées pour avoir brandi un drapeau arc-en-ciel**. <https://www.lapresse.ca/international/afrique/201709/26/01-5136862-egypte-six-personnes-arretees-pour-avoir-brandi-un-drapeau-arc-en-ciel.php>
- Le Monde. (2024, 19 septembre). **À Lyon, tensions autour de la venue de la militante Marguerite Stern et de sa conférence sur «les dérives de l'idéologie trans»**. https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/09/19/a-lyon-tensions-autour-de-la-venue-de-la-militante-marguerite-stern-et-de-sa-conference-sur-les-derives-de-l-ideologie-trans_6-324181_3224.html
- Lishivha, M. (2023, 30 octobre). **What about queer joy? Africa Is a Country**. <https://africasacountry.com/2023/10/what-about-queer-joy>
- Loewen Walker, R., MacLean, I., et LeBlanc, K. (2021). **Driving transformational change: A funder's guide to supporting 2SLGBTQ+ organizations**. The Enchanté Network & The Social Innovation Lab on Gender and Sexuality. <https://enchanternetwork.ca/fundingpolicy>
- Lorde, A. (2017). **A burst of light: And other essays** (p. 130). Ixia Press.
- Manalansan IV, M. F. (2014). The “stuff” of archives: Mess, migration, and queer lives. **Radical History Review**, 2014(120), 94-107. <https://doi.org/10.1215/01636545-2703742>
- Marshall, D., Murphy, K. P., et Tortorici, Z. (2015). Queering archives: Intimate tracings. **Radical History Review**, 122 (11). <https://doi.org/10.1215/01636545-2849486>
- Mianda, G. (2021). Le colonialisme, le postcolonialisme et le féminisme : un discours féministe en Afrique francophone subsaharienne. **Recherches Féministes**, 34(2), 15-32. <https://doi.org/10.7202/1092228ar>
- Noukhkhal, N., et Faure, R. (2024). Tordre les théories queer : pensées antiracistes et décoloniales. **Genre, sexualité & société**, (31). <https://doi.org/10.4000/122tg>
- Ong, F., Lewis, C., et Vorobjovas-Pinta, O. (2022). Questioning the inclusivity of events: The queer perspective. In **Events and sustainability** (p. 306-323). Routledge.
- Oz, M., Yanik, A., et Batu, M. (2023). Under the Shadow of Culture and Politics: Understanding LGBTQ Social Media Activists' Perceptions, Concerns, and Strategies. **Social Media + Society**, 9(3). <https://doi.org/10.1177/20563051231196554>
- Ruiz, A. (2025, 4 juin). **Organiser un événement LGBTQIA+ en 8 étapes : inclusion et sécurité** [Billet de blog]. Imagina. <https://imagina.com/fr/blog/article/organiser-evenement-lgbt/>
- Schmitz, R. M., Coley, J. S., Thomas, C., et Ramirez, A. (2022). The cyber power of marginalized identities: Intersectional strategies of online LGBTQ+ Latinx activism. **Feminist Media Studies**, 22(2), 271-290. <https://doi.org/10.1080/14680777.2020.1786430>
- Sözen, Ü. (2022, 11 juillet). **Queer-feminist strategies and transnational solidarity against gender-based violence**. International Research Group on Authoritarianism & Counter-Strategies (IRGAC). <https://irgac.org/articles/queer-feminist-strategies-and-transnational-solidarity-against-gender-based-violence/>
- Tadman, R. (2023). Who Cares? : Ethics and Practices of Care and Making Change in Contemporary Queer Performance Production. **Contemporary Theatre Review**, 33 (1-2), 61-79. <https://doi.org/10.1080/10486801.2023.2173598>
- Tamale, S. (2014). Exploring the contours of African sexualities: Religion, law and power. **African Human Rights Law Journal**, 14(1), 150-177.
- The Sigrid Rausing Trust. (2021, 14 juillet). **Preserving LGBTI history and culture in Africa** [Article de site web]. <https://www.sigrid-rausing-trust.org/story/gala-queer-archive/>
- Tufan, F., et Şenyüz, B. (2023). Queer Podcasting as a Medium of Visibility in Türkiye's Media Ecosystem: A Content Analysis on Episodes. **International Journal of Communication**, 17 (2023), p. 5736-5759.
- Vaillant, D. (2025, 1 mai). **Un réseau international d'archives queer**. Histoire Engagée. <https://histoireengagee.ca/wp-content/uploads/2025/05/post-content-13427.pdf>
- Vergès, F. (2018). Décoloniser la langue française. Pour une politisation de la Francophonie. **Revue du Crieur**, 10 (2), 68-81. <https://doi.org/10.3917/crieu.010.0068>
- Ware, S. M. (2017). All power to all people? Black LGBTTI2QQ activism, remembrance, and archiving in Toronto. **TSQ: Transgender Studies Quarterly**, 4(2), 170-180. <https://doi.org/10.1215/23289252-3814961>

Pour aller
plus loin :

Entrevues



Membres du Caucus des jeunes d'Égides

1. En quoi cette deuxième rencontre s'inscrit-elle dans la continuité de la première activité qui a eu lieu à Bordeaux ?

La deuxième rencontre prolonge directement la dynamique entamée à Bordeaux, où trois groupes de travail structurants ont été créés : la coordination, la rédaction d'une charte de cohésion, et la programmation de la préconférence. Ces groupes ont permis à de jeunes militante·s d'approfondir les échanges entamés à Bordeaux.

Cependant, la première rencontre était principalement composée de personnes issues du Nord global. La rencontre actuelle à Montréal vise à corriger ce déséquilibre en intégrant davantage de voix de la francophonie, notamment du continent africain. Cette progression marque une volonté d'élargir les représentations et d'inclure une diversité géographique et culturelle plus significative.

2. Quels liens ou apprentissages issus de la première rencontre à Bordeaux ont nourri la programmation ou les orientations de cette deuxième activité ?

Il a semblé nécessaire de se confronter à des enjeux de structuration du groupe, notamment une clarification des rôles et des défis de coordination. Cela a mis en lumière la nécessité d'une structure plus claire et d'une répartition des tâches.

À Montréal, les organisateur·ices ont tiré profit de ces apprentissages en organisant des réunions mensuelles en amont pour définir des objectifs clairs. La rencontre a aussi révélé des différences culturelles malgré une langue commune : la francophonie ne partage pas une culture militante uniforme. Cela a nécessité une adaptation des méthodes d'engagement.

3. Quel est l'objectif de cette deuxième rencontre aujourd'hui ?

L'objectif principal est de structurer davantage le groupe jeunesse francophone LGBTQI+, de renforcer la cohésion entre ses membres et de poser les bases d'un projet collectif porteur. Il s'agit aussi d'inclure de nouvelles voix et d'assurer une meilleure représentativité, en particulier des personnes historiquement marginalisées dans les espaces militants.

Cette rencontre vise à réfléchir aux prochaines étapes pour le caucus jeunesse : où il s'en va, comment maintenir la mobilisation et comment affirmer une parole collective face à la montée des violences LGBTQphobes. Une déclaration commune est en préparation pour solidifier cette vision.

4. Comment la solidarité entre jeunes militant·e·s à l'échelle de la francophonie a-t-elle été abordée ou renforcée au cours de cette journée ?

La solidarité s'est exprimée de manière concrète à travers des moments d'échange, notamment un brise-glace multilingue où chacun·e a partagé un mot porteur de sens dans sa langue ou culture. Cette activité a suscité une forte émotion et mis en lumière la diversité des vécus du groupe.

Le présentiel a aussi permis de créer des connexions plus profondes, contrastant avec les défis des rencontres virtuelles (fuseaux horaires, barrières technologiques, manque de contact humain).

La réalisation d'une mosaïque des mots, qui sera gardée comme trace, symbolise cette solidarité naissante. Ce moment a montré un désir collectif d'écoute, de reconnaissance et de respect mutuel, essentiel pour construire des alliances durables.

5. Pouvez-vous me parler un peu plus des défis spécifiques auxquels font face les jeunes LGBTQI+ dans différents contextes ?

Les jeunes LGBTQI+ font face à des défis croissants : polarisation des discours, montée du masculinisme, et violences banalisées. Dans plusieurs contextes, les services en santé mentale sont devenus inaccessibles, avec de longues listes d'attente et une privatisation inquiétante.

L'absence de formation inclusive du corps médical et éducatif aggrave ces difficultés. De plus, la transmission intergénérationnelle des mémoires militantes reste un enjeu majeur. Les difficultés d'accès à des récits collectifs rend difficile l'inscription des jeunes dans une histoire politique.

À cela s'ajoutent des tensions internes : des divisions émergent dans les communautés, notamment autour de la reconnaissance des personnes trans, ce qui menace la cohésion du mouvement LGBTQI+.

6. Quels étaient les objectifs visés à travers les échanges et les activités proposées aujourd'hui ?

Les activités visaient à favoriser une rencontre authentique entre jeunes militant·e·s de divers horizons francophones, à renforcer leur capacité d'agir collectivement et à établir une base commune pour les futures actions. Il s'agissait de créer des espaces de parole sécuritaires et inclusifs, de reconnaître les vécus singuliers tout en construisant un « nous » collectif.

La journée visait aussi à lutter contre l'individualisme et les dynamiques d'ego dans le militantisme, en réaffirmant l'importance de la dimension collective. Finalement, la rencontre a permis de rêver à une action transnationale plus solidaire et structurée, en tenant compte des déséquilibres de pouvoir et des réalités locales.

7. Quels moments forts ou activités marquantes ont rythmé cette deuxième rencontre ?

Le travail autour de la rédaction de la déclaration du caucus jeunesse d'Égides a prolongé les échanges constructifs qui se sont tenus lors de la préconférence et a solidifié les valeurs et engagements que nous souhaitons porter.

Fruit d'un échange collaboratif, cette déclaration a permis de rappeler qu'il est impossible de parler de justice pour nos communautés sans reconnaître les violences systémiques qui nous traversent et s'entrecroisent. La lecture à 6 voix de la déclaration lors de la cérémonie de clôture de la Conférence a constitué un moment émouvant pour affirmer notre solidarité avec les peuples autochtones, avec tous les combats pour l'autodétermination des peuples et les communautés en résistance partout dans le monde.

En effet, la mémoire des violences passées et la reconnaissance des injustices actuelles sont indissociables de notre engagement. Défendre nos droits, c'est aussi refuser que d'autres soient anéanti·e·s dans l'indifférence. Car il ne peut y avoir de fierté sans justice, de dignité sans mémoire, de liberté sans solidarité radicale.

8. Comment cette journée a-t-elle contribué à la consolidation du Caucus des jeunes ?

La possibilité de se rencontrer en présentiel avec un ensemble plus large et représentatif de personnes dans des contextes formels et informels plus ouverts

qu'une visioconférence a grandement contribué à la solidification de notre réseau, tant au niveau de la structuration que des engagements.

Des préoccupations diverses ont ainsi émergé, des pistes de réflexion variées se sont ouvertes, des solidarités se sont nouées dans des moments de convivialité divers : à nous de poursuivre nos efforts dans ces nouvelles directions suite à la préconférence !

9. Quel est le sens que vous souhaitez donner à ce balado, et autour de quels thèmes s'articule-t-il ?

Après une première édition vibrante d'engagement, de rires, de partages et de luttes, le podcast « À Nous ! » est revenu pour une deuxième saison encore plus riche, encore plus connectée, encore plus décoloniale. Une édition spéciale Sud global x Francophonie !

Cette fois-ci, nous avons ouvert grand les oreilles et les coeurs à nos camarades du Sud global, membres des organisations partenaires d'Égides. Car nos luttes prennent racine dans des contextes pluriels, et nos voix — bien que multiples — résonnent d'un même écho de justice, de dignité et de fierté.

Pourquoi ce podcast ? Parce qu'on en avait besoin. Parce qu'on est nombreux·ses à être isolé·e·s mais jamais seul·e·s. Parce que nos voix comptent et doivent circuler au-delà des frontières, des océans et des silences imposés.

10. Quels mots ou images pourraient, selon vous, résumer l'atmosphère de cette rencontre ?

Sans aller dans les clichés, je dirai une image de collaboration et de partage, des gens qui se tiennent la main. Après, j'aime aussi imaginer cette journée avec la mosaïque des mots qui est une belle représentation de nos richesses et nos différences.



Préconférence philanthropie

**Aurore Guieu,
Global Philanthropy Project**

1. En quoi la philanthropie occupe-t-elle une place centrale dans un espace francophone LGBTQI+ comme celui-ci ?

La philanthropie joue un rôle crucial dans les espaces LGBTQI+ francophones en raison du sous-financement structurel de ces régions. Moins de 2 % des financements LGBTQI+ mondiaux atteignent les pays et territoires francophones, un chiffre largement inférieur à leur part dans la population mondiale.

Dans les pays francophones du Sud global, le financement provient essentiellement de gouvernements, d'ONG intermédiaires et de fondations publiques, tandis que les bailleurs privés restent plus présents dans les pays du Nord. Avec les coupes budgétaires actuelles dans plusieurs pays donateurs (États-Unis, Pays-Bas, France, Allemagne, entre autres), mobiliser la philanthropie privée est plus critique que jamais.

Mais il ne s'agit pas seulement de combler les trous : la philanthropie peut aussi repenser ses pratiques pour garantir un meilleur accès aux fonds pour les mouvements francophones LGBTQI+, notamment en travaillant sur la flexibilité, l'accessibilité et la réactivité aux besoins locaux.

2. Quels types d'acteur·ice·s sont réuni·e·s lors de cette préconférence et quelles dynamiques cela rend-il possible ?

La préconférence a rassemblé un large éventail d'acteur·ice·s : gouvernements, fondations privées et publiques, ONG intermédiaires et même des conseiller·ère·s philanthropiques. Ce format offre aux bailleurs un espace sécurisé pour échanger entre eux sur leurs défis, tout en favorisant un dialogue direct entre bailleurs et société civile en précédant directement la conférence d'Égides.

Ce type d'événement facilite la mise en relation, le partage d'informations stratégiques et la construction de futures collaborations.

C'est aussi un espace unique pour faire connaître la diversité des acteur·ice·s locaux·les, notamment dans des contextes où la visibilité des mouvements LGBTQI+ reste faible ou à risque.

3. Pourquoi la collaboration entre bailleurs publics et privés apparaît-elle aujourd'hui comme particulièrement stratégique ?

Dans un contexte de ressources limitées, cette collaboration permet d'optimiser les efforts. Les préconférences visent à éviter les chevauchements ou les redondances dans les financements, en favorisant la coordination et le partage d'information. Une collaboration public-privé peut aussi renforcer la pérennité des engagements : les acteurs s'engagent également l'un envers l'autre.

Ces partenariats facilitent aussi le partage des risques, renforcent la légitimité des projets financés, et permettent de développer des mécanismes plus robustes. L'exemple du Royaume-Uni, qui a collaboré avec des fondations privées sur des programmes LGBTQI+, a été évoqué comme modèle. Ce type de synergie est donc stratégique pour ancrer l'engagement dans la durée et pour mutualiser les efforts.

4. Quelles priorités ou urgences ont été mises en lumière au fil de cette journée ?

La première urgence évoquée est la chute brutale du financement international LGBTQI+, avec de nombreux programmes arrêtés et des équipes licenciées. Cela génère non seulement une crise financière, mais aussi une crise de confiance entre bailleurs et mouvements LGBTQI+. Ensuite, le besoin de financements plus flexibles est apparu comme essentiel : pouvoir adapter les projets en fonction des crises (conflits, changements politiques, etc.), raccourcir les délais de réponse, et alléger les contraintes administratives.

Enfin, l'accès au financement reste limité pour les organisations non enregistrées ou mal connues. La langue (français) et la courte durée des subventions (souvent un à deux ans) ont aussi été identifiées comme des obstacles majeurs à surmonter dans un contexte francophone.

5. Quels exemples concrets d'initiatives philanthropiques innovantes ont été présentés durant cette rencontre ?

Un exemple phare présenté est la campagne de levée de fonds «Fund Our Futures» initiée par le GPP (Global Philanthropy Project), une première dans le domaine LGBTQI+ international.

Cette campagne proactive, lancée en juin 2024 et clôturée en juin 2025, visait à anticiper les conséquences d'un possible retour de Trump aux États-Unis, en mobilisant des bailleurs pour s'engager à de nouveaux financements. Elle a permis de sécuriser 182 millions de dollars US sans créer de nouveau fonds, en utilisant les canaux de financement existants des bailleurs engagés dans la campagne.

Cela a rendu l'opération plus rapide, moins coûteuse, et plus souple. D'autres discussions ont porté sur des pistes de financement communautaire, la flexibilisation des fonds et le partage de risque entre

bailleurs et bénéficiaires. Ces échanges ont ouvert de nouvelles perspectives sur la manière d'innover sans alourdir les structures existantes.

6. De quelles manières la philanthropie peut-elle être mobilisée pour répondre efficacement aux crises touchant les communautés LGBTQI+ dans les pays francophones ?

Une mobilisation efficace passe d'abord par un dialogue constant avec les bailleurs, pour faire comprendre les enjeux spécifiques aux communautés LGBTQI+ francophones. Il est essentiel d'aligner ces enjeux avec d'autres priorités des bailleurs, comme l'égalité de genre, la sécurité ou le développement économique.

Ensuite, il faut valoriser l'infrastructure existante, car de nombreuses organisations LGBTQI+ sont désormais capables d'absorber des fonds importants. Le mythe selon lequel seul·e·s de petit·e·s acteur·ice·s fragiles existeraient dans ces contextes doit être déconstruit. Montrer la diversité et la solidité des organisations existantes est un levier pour attirer de nouveaux financements et convaincre des bailleurs hésitants.

7. Quels types d'actions concrètes ou de suites sont envisagées à l'issue de cette préconférence ?

Les suites envisagées incluent d'abord une meilleure coordination entre les bailleurs : échanges continus, mutualisation des connaissances sur qui finance quoi, et repérage de zones négligées. Il est aussi question de construire des partenariats stratégiques, notamment dans les pays ou régions où les mouvements LGBTQI+ sont moins visibles ou à risque.

Des pistes de financements alternatifs ou innovants ont aussi été discutées, comme la mobilisation de ressources internes aux communautés. Enfin, les

discussions ont mis en évidence la nécessité d'agir rapidement, notamment face aux coupes budgétaires en cours. Il s'agit de ne pas laisser les organisations sans appui à un moment critique.

8. Quels mot ou concept reflètent le mieux les échanges et l'atmosphère de cette journée ?

Le mot qui revient le plus est «échange». Au-delà des panels, la richesse de la journée résidait aussi dans les conversations informelles, les rencontres en marge des sessions, et les liens créés ou renforcés entre acteur·ice·s qui parfois ne se connaissaient pas. Ces moments ont permis de nouer des contacts directs, de poser des questions concrètes, et de créer les conditions d'une future collaboration. La

préconférence a été pensée comme un espace vivant de connexion humaine et stratégique, où le contenu des discussions était aussi important que les liens noués dans les couloirs, ou dans les jours suivants lors de la conférence elle-même.



Préconférence villes inclusives

Marianne Carle-Marsan,
Ville de Montréal.

1. Quel est le rôle de la Préconférence Villes Inclusives dans le cadre de cette conférence internationale ?

Cette préconférence a été conçue comme un espace de réflexion et de mobilisation autour du rôle et des responsabilités des municipalités dans la lutte contre les discriminations envers les personnes LGBTQ2IA++.

Elle vise à rassembler fonctionnaires municipaux·les, partenaires communautaires, militant·e·s et allié·e·s afin de discuter des pratiques inclusives et de la façon dont les villes peuvent agir concrètement.

Inspiré par la première rencontre à Genève en 2021, ce forum favorise la mise en réseau et le partage d'expériences pour renforcer l'engagement des villes dans la promotion des droits LGBTQ2IA+.

2. Comment cette préconférence contribue-t-elle à la réflexion sur l'inclusion des personnes LGBTQI+ à l'échelle municipale ?

Les villes sont des gouvernements de proximité et ont donc une capacité unique à répondre aux besoins quotidiens des communautés. L'événement a permis d'explorer comment elles peuvent devenir de véritables alliées des luttes LGBTQ2IA+ en intégrant des politiques inclusives, en réfléchissant

aux défis rencontrés dans les espaces urbains et en développant des moyens concrets pour faire progresser les droits.

Cet espace de dialogue a encouragé la solidarité et la mise en commun de stratégies locales et internationales.

3. Quels sont les objectifs principaux de cette deuxième rencontre organisée à Montréal ?

Cette deuxième édition s'inscrivait dans la continuité de la première rencontre tenue à Genève en 2021, tout en cherchant à approfondir la réflexion sur le rôle des villes dans la promotion de l'inclusion et de la justice sociale.

Les objectifs étaient de consolider les échanges, d'explorer des pratiques innovantes et de renforcer la solidarité entre municipalités et acteur·ice·s communautaires. Ce fut aussi l'occasion pour Montréal de réactiver son réseau de partenaires communautaires LGBTQ2IA+ et de positionner comme un leader francophone dans la réflexion et l'action pour des villes inclusives.

4. Comment la notion de «ville inclusive» est-elle définie et discutée en 2025 dans cet espace ?

La notion de «ville inclusive» renvoie à une ville capable de reconnaître et de répondre aux besoins de toutes ses populations, particulièrement celles issues de la diversité sexuelle et de genre. Elle se définit comme une ville alliée et solidaire, attentive aux réalités vécues par les communautés marginalisées et proactive dans l'adoption de politiques publiques inclusives.

Les discussions ont souligné que l'inclusion n'est pas seulement symbolique, mais doit aussi se traduire par des actions concrètes et structurelles.

5. Quelles politiques ou pratiques municipales inspirantes ont été mises en avant durant cette journée ?

Parmi les exemples cités figurent :

La proclamation municipale de la Journée de la visibilité trans (31 mars) à Montréal et le lever du drapeau trans à l'hôtel de ville.

L'aménagement de vestiaires universels dans les futures infrastructures sportives et aquatiques.

Des actions de sensibilisation et de formation du personnel municipal à la diversité sexuelle et de genre.

La diffusion d'outils pratiques pour les municipalités, comme ceux développés par le Conseil québécois LGBTQ+.

Ces initiatives démontrent l'importance d'articuler actions symboliques et mesures concrètes.

6. En quoi Montréal est-elle présentée comme un exemple dans le champ des politiques inclusives ?

Montréal est reconnue pour son leadership institutionnel et son engagement à transformer ses pratiques internes et externes. L'inclusion sociale a été intégrée comme une priorité organisationnelle à travers sa première planification stratégique Montréal 2030. L'outil ADS+ (analyse différenciée selon les sexes, avec une perspective intersectionnelle) permet aussi d'évaluer les discriminations croisées et de mieux répondre aux besoins diversifiés des citoyen·ne·s.

La Ville a aussi mis à disposition de son personnel une boîte à outils LGBTQ2IA+ pour se familiariser avec les composantes de la diversité sexuelle et de genre et les pratiques visant la création de milieux de travail et de vie sécuritaires, inclusifs et accueillants pour les communautés.

En parallèle, Montréal reste connectée à son écosystème communautaire, valorisant l'expertise des groupes locaux travaillant sur le terrain et favorisant des partenariats avec eux. Enfin, son influence s'étend aux autres villes, jouant un rôle de modèle et de plaidoyer en faveur de l'inclusion des communautés dans le réseau municipal.

7. Quel rôle spécifique les municipalités peuvent-elles jouer dans la promotion des droits LGBTQI+ ?

Les municipalités disposent de nombreux leviers :

Aménagement urbain inclusif : toilettes et vestiaires universels, espaces publics sécuritaires et visibles (ex. murales, parc de l'Espoir).

Mémoire et culture : valorisation de l'histoire LGBTQI+ à travers commémorations, archives et centres de mémoire.

Services municipaux : bibliothèques offrant des ouvrages inclusifs, programmes de sport et de loisirs favorisant la sécurité et l'inclusion des personnes de la diversité sexuelle et de genre (ex. Bain libre pour personnes trans).

Sensibilisation et prévention : campagnes contre le harcèlement de rue et formations du personnel. Leur rôle dépasse la simple prestation de services : elles influencent les normes sociales, créent des environnements sécuritaires et donnent une visibilité légitime aux communautés.

8. Quels échanges ou interventions ont marqué les discussions et enrichi les perspectives partagées lors de cette préconférence ?

Les échanges ont été caractérisés par une forte solidarité entre personnes issues des communautés LGBTQ2IA+ et leurs alliés. Les thématiques «transmettre, célébrer, préparer

demain» ont suscité des discussions profondes.

Le jeu de cartes a été particulièrement marquant : il a favorisé un dialogue authentique entre militant·e·s, fonctionnaires et représentant·e·s de différentes villes. Les questions posées, parfois critiques envers les institutions, ont permis d'aller au-delà du discours institutionnel pour générer une introspection collective.

Cette approche participative a enrichi la réflexion en instaurant une écoute active, du respect et un partage à la fois intersectoriel et intergénérationnel.

9. Comment avez-vous trouvé le jeu de cartes ? En quoi l'objectif du jeu vous semble-t-il pertinent ou aidant ?

Le jeu de cartes a été perçu comme une réussite. Conçu pour encourager des conversations sincères, il posait des questions audacieuses et constructives (ex. «Comment une ville peut-elle célébrer des luttes qu'elle a elle-même réprimées?»). Cette démarche a permis de créer un espace d'échange authentique et de réflexion collective.

Les participant·e·s, venant de milieux variés (militant·e·s, fonctionnaires, policier·ère·s, etc.), ont pu partager leurs expériences dans un cadre respectueux et profond. Le jeu a ainsi élevé le niveau de la discussion, transformant un atelier en un moment d'écoute et de co-construction de savoirs.

10. Quelles évolutions sont souhaitées dans les villes francophones en matière d'inclusion et de justice sociale ?

Un souhait central est le renforcement d'une alliance francophone des villes inclusives, afin de partager les bonnes pratiques, de travailler en réseau et de créer un plaidoyer international pour l'inclusion des personnes LGBTQ2IA+ dans les politiques publiques.

Alors que la plupart des réseaux existants, comme Rainbow Cities Network, sont anglophones, il est jugé essentiel que les villes francophones puissent dialoguer dans leur propre langue et développer une solidarité spécifique. Montréal, en tant que métropole francophone en Amérique du Nord, se voit investie d'un rôle particulier pour tisser ces liens et inspirer d'autres municipalités.

11. Quel lien est finalement établi entre cette deuxième édition du Forum Villes Inclusives à Montréal et la première tenue à Genève en 2021 ?

La préconférence Villes inclusives s'inscrit dans la continuité directe de celle organisée par la Ville de Genève. Les deux événements partageaient le même objectif : réfléchir aux rôles et aux responsabilités des municipalités dans la lutte contre les discriminations et le respect des droits des personnes LGBTQ2IA+.

La rencontre de 2025 a permis de consolider les échanges entamés en 2021, de renforcer la collaboration entre villes et de poursuivre le plaidoyer international. La coopération avec Genève a été mise en avant, illustrant un esprit de co-construction, de soutien mutuel et de partage d'expériences sur les questions LGBTQ2IA+ dans les politiques et pratiques locales.

Les participant·e·s souhaitent que d'autres villes puissent accueillir de futures éditions de la Préconférence Villes inclusives, afin d'élargir le réseau et d'assurer la durabilité de cette dynamique.

Il y a aussi une volonté de décolonisation : mettre en avant un cinéma du Sud, porté par des voix locales, et non filtré par les attentes de l'industrie ou des bailleurs internationaux. Le cinéma Tiwiza affirme ainsi une perspective intérieure, authentique et engagée.

3. Qu'est-ce qui caractérise les récits visuels issus des communautés queers nord-africaines ?

Ces récits se distinguent par leur fidélité aux vécus, loin des clichés de victimisation, de fétichisation ou de dramatisation souvent véhiculés dans les productions dominantes. Ils expriment une vision de l'intérieur, avec une approche plus honnête, sensible et nuancée.

Ce sont des films militants, souvent autoproduits, qui servent à archiver des réalités invisibles et à créer un sentiment de solidarité et de reconnaissance au sein même des communautés concernées. Ils témoignent aussi d'une démarche plus artisanale, mais sincère, loin des impératifs commerciaux du cinéma mainstream.

4. Quelles thématiques sont les plus récurrentes dans les films projetés ? Que révèlent-elles ?

Les thématiques récurrentes incluent la répression sociale, politique et familiale, la santé mentale, la migration et l'exil, la demande d'asile, les questions de VIH, l'accès aux soins, mais aussi les formes d'expression artistique comme la drag culture.

Ces récits révèlent un quotidien marqué par des luttes, mais aussi par la résilience. Ils montrent la pluralité des trajectoires LGBTQ2I+ dans la région, entre oppression et créativité, vulnérabilité et résistance. Ils rendent visible un mal-être souvent intériorisé, mais aussi les formes d'espoir et de solidarité au sein des communautés.

Cinéma TIWIZA

Membres du programme TIWIZA

1. Quelle place occupe cet espace de projection dans un événement international LGBTQI+ ?

L'espace Tiwiza joue un rôle crucial en offrant visibilité et reconnaissance aux vécus des personnes queers nord-africaines et ouest-africaines, souvent marginalisées dans les événements internationaux. Contrairement aux formats classiques de panels, le cinéma permet une immersion sensorielle et émotionnelle, permettant au public de mieux comprendre les réalités LGBTQI+ à travers des récits incarnés.

C'est un outil de sensibilisation puissant, car les films marquent les esprits plus durablement que des chiffres ou discours académiques. Il s'agit d'un espace où les personnes queers racontent elles-mêmes leurs histoires, brisant le prisme extérieur et réappropriant leur narration.

2. Quels sont les objectifs poursuivis à travers la sélection et la diffusion de ces courts-métrages ?

L'objectif principal est de créer un lien émotionnel entre les œuvres et le public, en offrant un canal artistique plutôt qu'académique pour transmettre les réalités queers. Cela permet une sensibilisation plus profonde et durable. Le projet vise aussi à visibiliser des créations faites par et pour des personnes LGBTQI+ de la région.

5. Pourquoi avoir choisi le nom Tiwiza et que symbolise-t-il ?

«Tiwiza» est un mot amazigh qui désigne une pratique collective de solidarité, souvent liée aux travaux agricoles ou aux mariages. Il incarne l'esprit de collaboration, de soutien mutuel et de partage. Le nom a été choisi collectivement lors d'un atelier du projet. Il symbolise aussi une sortie de l'ordinaire, une créativité hors des cadres rigides. Le projet Tiwiza se veut ainsi un espace communautaire, ancré dans des traditions de solidarité, mais tourné vers des formes artistiques de résistance, de mémoire et de célébration.

6. Comment cette initiative cherche-t-elle à créer des ponts entre artistes de la diaspora et celleux basé·e·s localement ?

Le projet Tiwiza aspire à créer des ponts à travers la circulation des œuvres et les échanges autour des projections. Cependant, un obstacle majeur reste l'impossibilité pour de nombreux·euses artistes de voyager, faute de visas. C'est une grande frustration que les films puissent circuler, mais pas leurs créateurs·trices.

Néanmoins, des discussions informelles après les projections permettent des rencontres et des échanges entre publics divers et porteur·se·s de projets. Cette dynamique pourrait s'intensifier si les institutions soutenaient davantage les mobilités et les échanges culturels Sud-Sud et Sud-Nord.

7. Quel impact ce cinéma peut-il avoir sur le regard du public occidental ou grand public ?

L'impact principal est une déconstruction des stéréotypes : ces films montrent que les personnes LGBTQI+ dans la région MENA ont une vie, une parole, une créativité, au-delà des images de victimes. Pour le public occidental, c'est une occasion de faire un « reality check », de

découvrir des récits authentiques portés par les premiers concernés. Même si les films ne sont pas initialement destinés à ce public, ils peuvent provoquer une réflexion, un déplacement du regard, voire une envie de soutenir ou relayer ces voix. L'impact est moins quantifiable que profond.

8. Comment la programmation a-t-elle été pensée pour refléter la diversité des expériences ?

La programmation s'est appuyée sur un appel à films lancé sur les réseaux d'Égides, centré sur l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest. Les films sélectionnés reflètent une diversité de pays, d'identités et d'orientations.

Il n'y avait pas de hiérarchisation ou de projection unique : les films étaient diffusés en boucle pendant trois jours, dans un espace accessible en continu. Une limite reste l'exclusion de films non sous-titrés en français, malgré des sous-titres en anglais, ce qui a empêché certains récits d'être montrés, notamment depuis la Tunisie.

9. Quels enjeux ont entouré la création de ces films dans leur contexte d'origine ?

Les enjeux sont multiples : d'abord financiers, car les fonds sont rares pour des productions LGBTQI+ dans la région. Ensuite sécuritaires : trouver des lieux de tournage sûrs, protéger l'anonymat des personnes filmées, décider de la mention des noms ou non dans les crédits. Le soutien de partenaires occidentaux peut aussi poser problème si ces partenaires imposent des cadres non adaptés.

Même après la production, il faut gérer la sécurité des projections, en interdisant photos ou en limitant la diffusion. Enfin, il y a une lutte pour faire reconnaître la création artistique comme un outil central de mobilisation.

10. Quelles sont les perspectives de pérennisation ou d'extension du projet Tiwiza ?

Le souhait est de faire durer Tiwiza au-delà de la conférence Égides. Le cinéma queer africain mérite des espaces pérennes, avec des moyens pour produire de nouveaux films, organiser des projections, documenter des performances ou créer des œuvres immersives.

Le projet pourrait devenir un pilier régulier des futures éditions d'Égides, voire s'exporter dans d'autres festivals ou événements militants. Pour cela, un soutien structurel et financier est nécessaire.

Il faut aussi inverser les logiques classiques : faire de l'art et de la création une composante centrale des événements LGBTQI+, et non une animation secondaire.



Espace Zen – Fondation de santé mentale Vivago et DupréLatour cosmetics

Dupré Latour,
DupréLatour Cosmetics

Giovanni Arcuri,
Fondation de santé mentale Vivago

1. Quel est le rôle d'un espace de bien-être dans le contexte d'une conférence comme Égides ?

L'Espace Zen a été conçu comme un lieu de repos, de sécurité émotionnelle et de soutien en santé mentale. Dans un contexte aussi chargé que celui d'Égides, où des enjeux de recul des droits sont abordés, de nombreuses personnes ont vécu des moments émotionnellement intenses. Cet espace leur a permis de déposer ces émotions, souvent refoulées dans des contextes professionnels ou militants. Il s'agit aussi d'un lieu pour se reconnecter à soi-même, à son image, notamment à travers le maquillage, considéré ici comme outil de réappropriation de soi, de soin et de valorisation personnelle.

Le bien-être mental et l'expression personnelle y sont profondément liés, particulièrement pour des personnes vivant des réalités comme la dysphorie ou la marginalisation.

2. Comment s'articule la collaboration entre Égides, la Fondation de santé mentale Vivago et DupréLatour Cosmetics dans la création de cet espace ?

La collaboration est née d'une volonté partagée de créer un espace accessible et inclusif, sans stigmatiser la santé mentale. Les premières discussions ont eu lieu en automne 2024, avec l'idée de proposer un soutien intégré à la conférence.

La Fondation de santé mentale Vivago a apporté son expertise en santé mentale communautaire, tandis que DupréLatour Cosmetics, entreprise fondée par une femme trans, a contribué à intégrer l'expression de soi comme axe de bien-être.

L'approche participative a été essentielle : les idées ont été co-construites avec des personnes issues de la communauté, et non imposées. Ainsi, l'espace ne s'est pas limité à un ajout périphérique, mais a été ancré dans le cœur même de la conférence.

3. Quelle ambiance générale se dégage de l'Espace Zen depuis son ouverture ?

L'ambiance a été décrite comme profondément humaine, chaleureuse et variée : à la fois apaisante et très émotionnelle. Certaines personnes ont ri, d'autres se sont confiées ou ont été touchées par la visibilité offerte, notamment à des femmes trans racisées et à des couples LGBTQI+ rarement représentés.

Ce fut aussi un lieu d'espoir : des individus ont vu, pour la première fois, des modèles qui leur ressemblent. Par ailleurs, plusieurs situations de détresse aiguë ont été prises en charge, y compris des demandes d'asile pour persécution imminente.

Le lieu a donc mêlé bien-être, écoute, intervention de crise, et représentation inclusive.

4. Quels types d'accompagnement sont proposés sur place, et à quels publics cet espace est-il destiné ?

L'espace était ouvert à toutes les personnes LGBTQI+, sans distinction d'origine, d'identité ou d'expérience. L'accueil y était inconditionnel. L'accompagnement proposé variait : ateliers de maquillage, activités artistiques (coloriage, dessin), groupes de discussion, soutien psychologique individuel, et gestion de crises (idéations suicidaires, détresse émotionnelle). L'équipe a su adapter les services aux réalités interculturelles des participant·e·s, en tenant compte de leurs attentes et de leurs besoins concrets. L'objectif était de valider les identités et d'offrir un soutien qui dépasse la seule thérapie classique, en intégrant des formes d'expression personnelle et de solidarité communautaire.

5. Quels retours ont été recueillis jusqu'à présent de la part des personnes ayant fréquenté cet espace ?

Les retours ont été extrêmement positifs. De nombreuses personnes ont exprimé de la gratitude, parfois par des mots, des cadeaux ou des câlins. Certain·e·s ont affirmé ne jamais avoir ressenti un tel soutien auparavant dans un événement international. L'espace a permis à beaucoup de se déposer, de libérer les tensions accumulées pendant les discussions et témoignages parfois lourds.

Ces réactions ont souligné un manque criant de soutien émotionnel dans les espaces militants. L'initiative a révélé à quel point un accompagnement adapté, humain et sans jugement est rare et vital pour les personnes LGBTQI+ venues de contextes hostiles.

6. Quelles démarches ont été mises en place pour garantir que cet espace soit inclusif et sécurisant pour les personnes LGBTQI+ ?

L'inclusion s'est incarnée dans la composition même de l'équipe : diverses identités de genre, orientations sexuelles, origines culturelles. Cela a permis à chacun·e de se sentir représenté·e et accueilli·e. L'approche était basée sur la co-construction : des séances de réflexion collective ont été menées pour concevoir l'espace en écoutant les retours des participant·e·s.

Chaque aspect, de la luminosité à l'aménagement, a été pensé pour être adaptable aux besoins variés. L'espace a ainsi évolué au fil de la conférence, toujours en dialogue avec ses usager·ère·s. La démarche inclusive n'a pas été théorique, elle a été vécue dans chaque détail.

7. Pourquoi l'expression de soi et le soin personnel occupent-ils une place essentielle dans un événement militant et international ?

Dans les luttes LGBTQI+, l'expression de soi est souvent un acte de résistance. Beaucoup ont grandi dans des contextes où leurs identités étaient réprimées ou invisibilisées. Pouvoir se montrer telle que l'on est, se maquiller, parler librement, être vu·e et écouté·e, est une forme de soin et de réappropriation.

De plus, les militant·e·s sont souvent épuisé·e·s émotionnellement. Le soin personnel est donc aussi une stratégie de durabilité du militantisme : prendre soin de soi pour pouvoir continuer à soutenir les autres. L'amour de soi, catalysé par des environnements bienveillants, est le fondement même d'une communauté résiliente.

8. Quelles suites ou prolongements envisage-t-on pour cette initiative après la conférence ?

Plusieurs pistes sont en réflexion. À court terme, un suivi est prévu avec les personnes en situation de détresse, notamment celles en demande d'asile. L'équipe souhaite pérenniser ce type d'espace dans les événements futurs d'Égides.

DupréLatour envisage également d'élargir son impact en Afrique, notamment en réponse aux demandes de produits adaptés au climat local et aux réalités des personnes LGBTQI+. La Fondation Vivago, quant à elle, ambitionne d'exporter ses pratiques de soutien en santé mentale à l'international, en développant des projets avec des partenaires issues de communautés marginalisées. Tou·te·s partagent le même objectif : renforcer l'accès aux soins psychologiques et à la dignité humaine, partout où c'est nécessaire.



Exposition sur la santé mentale

Inès B.,
Nassawiyat

1. Quelles intentions ont guidé la création de cette exposition, notamment autour de la notion de résilience ?

L'exposition est née de la volonté de mettre en lumière la fragilité de la santé mentale au sein de la communauté queer au Maroc, un sujet souvent stigmatisé et tabou. Elle cherche à interroger cette réalité à travers une double focale : d'une part, la souffrance mentale liée aux discriminations et au manque de soutien psychologique adapté; d'autre part, la notion de résilience.

Le projet soulève une question centrale : cette communauté peut-elle réellement être qualifiée de résiliente ? Certaines histoires présentées montrent un engagement militant ancré dans le quotidien, non pas forcément académique, mais intrinsèquement lié à la vie des personnes concernées.

Le titre initial, «What About Us?», reflète ce questionnement autour de leur existence et de leur santé mentale. Le projet ne cherche pas à fournir de réponse définitive, mais plutôt à ouvrir un dialogue sur des vécus complexes, faits de souffrance, de résistance, et parfois d'absence de choix, dans un contexte social marocain souvent hostile. Il vise également à souligner le manque criant de professionnel·le·s de la santé mentale queer-friendly, ce qui contribue à renforcer l'isolement.

2. Comment les récits et les expériences des activistes du Maroc ont-ils été recueillis et mis en forme dans l'exposition ?

Les témoignages ont été recueillis par des échanges informels, sans enregistrement pour préserver le confort des participant·e·s sur un sujet très sensible. Trois questions ouvertes guidaient la conversation : leur état de santé mentale, l'impact d'être une personne queer, et leur perception de la santé mentale dans la communauté LGBTQI+ au Maroc.

Chaque personne a raconté son parcours à sa façon. Des textes inspirés de ces récits ont été écrits, validés par les participant·e·s, en respectant les zones d'intimité. Ces textes mêlent prose et poésie et cherchent à refléter les émotions tout en restant fidèles aux vécus partagés.

L'approche laisse une large place à la singularité, mais aussi à une certaine universalité où d'autres personnes, y compris en diaspora ou à l'étranger, peuvent s'identifier à ces histoires. L'exposition devient ainsi un espace à la fois d'archive, de thérapie et de dialogue autour des expériences souvent invisibilisées.

3. De quelle manière l'exposition reflète-t-elle les luttes spécifiques aux contextes marocains tout en créant des solidarités au-delà des frontières ?

L'exposition capture un moment où les discussions autour de la santé mentale commencent à émerger au Maroc, malgré un fort tabou et une méconnaissance persistante. Elle joue un rôle à la fois d'archive et d'espace sécurisé où les personnes peuvent s'exprimer. Les récits anonymisés rendent visible une réalité spécifique, tout en offrant à chacun la possibilité de s'identifier à travers des fragments de texte, comme dans un roman.

Ce caractère littéraire et artistique crée des ponts entre individus, dépassant les frontières géographiques. Par exemple, des personnes en diaspora en France ont participé, soulignant les expériences croisées entre identité, santé mentale et racisme.

Présentée à Montréal, l'exposition permet aussi à un public international de comprendre et de ressentir ces luttes, contribuant ainsi à des solidarités globales. C'est un travail de terrain qui transforme l'intime en une mémoire collective, renforçant les réseaux d'activisme à distance.

4. Quels rôles jouent les arts visuels (photos, vidéos, installations, etc.) dans la transmission de ces vécus de résistance et de résilience ?

Les arts visuels offrent un mode d'expression plus doux et indirect dans un contexte où la revendication directe peut être dangereuse. La photographie, notamment, devient un outil de résistance discrète, mêlant images et textes pour créer une harmonie poétique et engagée. L'artiste travaille souvent sur le corps, le genre et la vulnérabilité, utilisant des techniques comme la double exposition pour exprimer émotions et fragilités liées à la santé mentale, mais aussi à l'identité queer.

Ce langage visuel passe mieux que des discours explicites et permet de toucher un public plus large. Ce travail artistique garde une dimension lyrique et poétique qui enrichit l'impact des récits, offrant un équilibre entre engagement politique et expression sensible.

5. Quels échos ou réactions avez-vous reçus de la part des personnes exposées ou du public ?

Les retours, notamment lors de l'exposition à Rabat au Maroc, ont été très émouvants et touchants. Les visiteur·euse·s étaient sensibles aux extraits textuels

et à la mise en scène artistique qui met en lumière des réalités souvent invisibles. Certaines personnes ont ressenti l'exposition comme un espace de reconnaissance et de libération, un moment rare où leur parole est entendue sans jugement.

Cependant, l'artiste n'a pas reçu de retours systématiques de tous les publics, notamment dans le cadre de conférences plus larges où l'exposition n'était qu'une partie de la présentation. Malgré cela, le ressenti général est positif, et le projet semble remplir une fonction importante de visibilité et de soutien.

6. Selon vous, que peut transmettre cette exposition aux générations futures d'activistes ou aux personnes concernées par les enjeux LGBTQI+ en Afrique du Nord ?

Cette exposition vise à constituer une archive vivante et sensible de la santé mentale dans la communauté queer nord-africaine. Elle invite les futures générations à comprendre les difficultés rencontrées, les ressources manquantes, mais aussi les progrès réalisés grâce à l'émergence de collectifs et d'initiatives au Maroc.

Le projet ouvre un dialogue sur l'évolution de ces questions et invite à revisiter ces témoignages dans dix ans, pour voir si des avancées concrètes ont eu lieu. L'exposition transmet aussi un message artistique fort, mêlant textes et images, qui peuvent rester accessibles et inspirants pour tou·te·s, qu'ils soient activistes ou simplement concerné·e·s. Cette mémoire collective, à la fois fragile et résistante, sert d'appui pour continuer à militer et à se soutenir, tout en gardant une dimension poétique et humaine essentielle.

Projection documentaire MIWA

Membres du programme MIWA, Nous Sommes Là!

1. Quel est le sens et l'objectif de la production de ce documentaire dans le cadre de la conférence d'Égides ?

Le documentaire vise à mettre en lumière les défis et réalités des communautés LGBTQI+ francophones, particulièrement en Afrique de l'Ouest où la visibilité est très faible. Présenté dans un espace international tel que la conférence d'Égides, il permet de partager ces vécus, ces luttes, mais aussi d'ouvrir des espaces d'échanges et de collaborations futures.

Ce film affirme l'existence et la résistance des communautés LGBTQI+ dans ces régions souvent invisibilisées. Il montre que leur engagement est stratégique, fondé sur des combats quotidiens, et que ces récits méritent d'être entendus pour que la grande communauté LGBTQI+ puisse reconnaître leur présence et leurs luttes spécifiques.

2. Que signifie le titre «MIWA, Nous Sommes Là!» dans le contexte politique et communautaire abordé par le film ?

«MIWA» signifie «Nous sommes là» dans une langue du sud du Bénin. Ce titre est un message fort adressé aux politiques et à la société : les personnes LGBTQI+ existent bel et bien en Afrique de l'Ouest,

leurs histoires sont réelles et ne sont pas importées de l'Occident. C'est une affirmation identitaire et politique qui conteste les discours niant leur existence ou leur légitimité. Le film veut montrer que ces communautés sont présentes, actives et engagées dans leurs propres contextes culturels et géographiques.

3. Comment s'est construit le processus de création avec les militant·e·s LGBTQI+ d'Afrique de l'Ouest impliqué·e·s dans le projet ?

Le processus a été collectif, initié par des partenaires engagé·e·s qui ont mobilisé leurs réseaux dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Togo, Côte d'Ivoire, Niger). La mobilisation communautaire s'est appuyée sur des contacts locaux permettant de rassembler diverses voix militantes. La plate-forme de leader LBQ en Afrique de l'Ouest et Centrale a piloté le projet. Malgré les craintes liées au contexte sécuritaire et social durcissant, les participant·e·s ont accepté de témoigner, parfois de façon anonyme, pour réduire les risques.

4. Quels types de défis liés à la répression ou à l'invisibilisation ont marqué la réalisation du documentaire ?

La peur et la réticence ont été omniprésentes, en raison des risques personnels et sécuritaires liés à la visibilité dans un environnement souvent hostile. Certaines personnes ont préféré témoigner anonymement. Elles ont dû réfléchir aux limites de ce qu'elles pouvaient dire sans s'exposer.

Il y avait une tension constante entre la nécessité de nommer les problèmes pour avancer dans la lutte et la prudence face à la répression. Par ailleurs, le film a aussi abordé des questions internes sensibles comme les défis de leadership et les rapports intergénérationnels au sein des mouvements.

5. Quels moments ou témoignages du film mettent particulièrement en lumière les réalités vécues dans la région ?

Un point marquant est la reconnaissance des défis liés au leadership communautaire et à la transmission intergénérationnelle. Le film révèle que les jeunes ont souvent des réalités et défis différents, et qu’ils ont besoin d’espaces pour s’exprimer directement. Le documentaire capte aussi des moments de silence, d’émotion, de rire et de partage qui témoignent de la complexité et de la richesse des vécus. À cause des contraintes du montage (réduction à 30 minutes), beaucoup d’aspects importants n’ont pu être diffusés, ce qui laisse entrevoir la profondeur du travail accompli.

6. En quoi ce documentaire contribue-t-il à préserver une mémoire collective des luttes queers uest-africaines ?

Le film joue un rôle crucial de capitalisation et de transmission : il archive des récits, des expériences et des luttes souvent invisibles. Il permet aux générations futures de savoir que ce combat ne commence pas aujourd’hui, mais s’inscrit dans une histoire déjà riche. En Afrique de l’Ouest, où la documentation écrite est rare sur ce sujet et sur la communauté spécifique des femmes LBTQI, ce type de production audiovisuelle est une preuve vivante qui valide l’existence et la continuité des luttes LGBTQI+. C’est aussi un moyen de se célébrer, de se féliciter et d’apprendre de ce qui a été fait.

7. Comment la question des archives communautaires et de la transmission des récits LBTQI est-elle abordée dans le film ?

Le film souligne l’importance d’aller au-delà de l’écrit pour transmettre les histoires : le format audiovisuel permet une visibilité plus forte et un impact émotionnel plus puissant. Il insiste sur le fait que les archives ne doivent pas seulement être des traces figées, mais des outils pour apprendre, enseigner

et inspirer les futures générations. La transmission des récits est aussi une lutte contre l’effacement historique et un moyen de revendiquer une identité collective.

8. Quel rôle les familles et les communautés jouent-elles dans les parcours décrits : soutien, frein, ou espace d’ambivalence ?

Les familles sont à la fois des soutiens et des freins. Beaucoup de militant·e·s vivent des relations compliquées avec leurs proches, parfois marquées par le rejet ou la non-acceptation. Ce contexte familial pèse dans leurs choix et leurs engagements. Cependant, des familles choisies, constituées d’allié·e·s et d’autres militant·e·s, offrent un appui crucial, apportant réconfort et encouragements. Ces dynamiques familiales façonnent profondément les expériences individuelles et collectives.

9. Quels effets ce film cherche-t-il à produire auprès du public en matière de visibilité, d’émotion ou de prise de conscience ?

Le documentaire vise à montrer la résilience, la force et la joie des communautés LBTQI+ uest-africaines, malgré les difficultés. Il ne cherche pas à susciter la pitié, mais plutôt à transmettre un message d’optimisme et de puissance collective. Il invite à reconnaître ces personnes non comme des victimes, mais comme des actrices de changement, engagées et fières. Le film est un appel à la confiance, à la solidarité et à la reconnaissance de leur rôle dans la société. Il sensibilise sur la multiplicité des enjeux (droits, santé, éducation, militantisme) et la réalité quotidienne de ces personnes.

HRAM, la conférence interdite

**Camille Ben,
Alouen**

1. Quel rôle est attribué au public dans cette expérience, et en quoi cela diffère-t-il d’un panel classique ?

Le public joue un rôle central et actif : il ne s’agit plus d’écouter passivement des intervenant·e·s, mais de vivre une expérience sensorielle, affective et politique. Contrairement à un panel traditionnel, cette rencontre immersive invitait les participant·e·s à ressentir le vécu des personnes queers nord-africaines : bruits de guerre, messages de haine, souvenirs douloureux.

Ce réalisme sensoriel visait à provoquer des émotions fortes, tout en respectant les limites psychologiques du public via des avertissements. L’objectif était de sortir du témoignage statique et de créer un moment de confrontation collective. La table ronde était donc scénarisée comme une expérience : le public devait être transporté dans les réalités oppressantes et complexes de la région.

En fin de parcours, les spectateur·ice·s devenaient à leur tour acteur·ice·s en échangeant leurs impressions ou en s’unissant autour de gestes symboliques comme allumer une bougie ou tenir une main. Cela permettait de passer de l’écoute passive à la participation émotionnelle et réflexive. Cette transformation du rôle du public rend l’expérience plus humaine, politique et puissante.

2. Comment cette rencontre articule-t-elle subversion, mémoire, soin ou expérimentation collective ?

L’événement s’inscrivait dans une logique de subversion des formats classiques et des récits attendus. Il ne s’agissait pas de raconter une seule version de l’histoire queer nord-africaine, mais d’ouvrir un espace où la parole, les émotions et les souvenirs pouvaient circuler librement.

L’expérience puisait dans les mémoires individuelles et collectives : souvenirs de guerre civile, de persécutions, d’exils, mais aussi de chants, de rires, de gestes de soin. Le dispositif offrait une alternative aux représentations homogènes et normées de la culture ou de l’identité queer.

Il y avait un vrai souci du soin, dans la manière de ménager les vulnérabilités des participant·e·s et des performeur·se·s. Cette attention permettait aux émotions de s’exprimer sans que la douleur ne devienne spectacle. Le collectif a aussi expérimenté avec le format : improvisations, chants non prévus, gestes spontanés (comme se tenir la main) ont transformé la table ronde en une performance vivante, mouvante, ouverte.

La subversion résidait donc autant dans les formes que dans les contenus, et le soin apparaissait comme une réponse politique à la violence. L’expérience devenait ainsi une tentative collective de guérison, de partage, de réinvention des formes de dire et de se dire.

3. Que permet le recours au détour, au silence ou à l’allusion dans l’exploration des tabous ?

Dans les contextes nord-africains, le langage dominant (arabe, français, anglais) est souvent perçu comme étranger à l’intimité du vécu. Parler frontalement des tabous, notamment autour du genre ou de la sexualité, peut entraîner censure, rejet ou violence.

Le détour devient alors une stratégie de survie : on dit sans dire, on suggère, on chante, on dessine, on fait silence. Ces formes indirectes permettent de contourner les interdits tout en maintenant une densité émotionnelle. Elles évitent aussi les accusations fréquentes de trahir la culture. L'allusion permet d'adresser ces sujets en douceur, dans des codes compréhensibles à l'intérieur de la communauté. Cela évite l'opposition frontale et ouvre des brèches.

Le recours au détour est donc un outil de tactique, mais aussi de poésie. Il permet de faire émerger des vérités qui seraient inaudibles dans un discours explicite. Le silence, loin d'être vide, devient un espace d'écoute active et de résonance. Il laisse la place aux émotions, aux non-dits, à la présence. Ces moyens d'expression sont plus adaptés à des contextes où le langage même est perçu comme suspect, voire violent.

4. Quels types de tabous sont abordés à travers cette activité, et selon quelles logiques de contournement ?

Les tabous évoqués concernent principalement le corps, la sexualité, la féminité, les relations familiales, et les identités queers. Ils apparaissent souvent en premier lieu dans la sphère familiale, avant même la société. La violence symbolique vient d'abord des proches : ne pas pouvoir s'habiller comme on veut, ne pas pouvoir dire qui on aime, cacher des parties de soi.

Ces tabous sont contournés par des stratégies créatives : créer un magazine qui s'appelle «Anormal», réinventer les normes par le collectif, construire des récits où la complexité est assumée. Le collectif s'efforce de rendre visibles les paradoxes de l'expérience queer nord-africaine : on peut être en danger, mais aussi heureux·se; marginalisé·e, mais entouré·e. Le regard extérieur – occidental notamment — est souvent biaisé, ne retenant que la souffrance ou la victimisation.

Ce projet déconstruit cette image unique en montrant une vie «simple» : boire du thé, tomber amoureux·se, avoir des disputes familiales. Les logiques de contournement résident donc dans la narration incarnée, les gestes quotidiens, les formes hybrides (entre performance, récit, et manifeste). L'objectif est de réaffirmer l'humanité dans toute sa nuance.

5. Comment ces tabous se manifestent-ils différemment selon les contextes nord-africains évoqués ?

Les tabous prennent des formes variables selon les pays et les diasporas, mais les logiques sous-jacentes restent similaires. En Algérie par exemple, une femme qui fume ou qui boit est immédiatement jugée. Le corps féminin est contrôlé d'ailleurs.

Mais dans un contexte européen, comme en Belgique, l'Algérienne qui boit devient un objet d'exotisation, de fantasme orientaliste. Ainsi, les tabous se déplacent, mais ne disparaissent pas : ils changent de visage selon le regard social. En Algérie, c'est la famille qui contrôle. En Europe, c'est le regard raciste ou misogyne.

Le tabou devient une zone d'ambiguïté où la personne est soit jugée par ses proches, soit par l'extérieur. La violence est constante, même si elle change de langage. Ce vécu est profondément transfrontalier. La table ronde a aussi révélé que beaucoup de tabous autour du corps, du genre, de la sexualité sont partagés par des gens du monde entier.

Cela a renforcé le sentiment de communauté. En somme, les spécificités locales ne font pas obstacle à une expérience universelle de l'oppression, mais au contraire, elles soulignent des résonances globales.

6. Quels moments forts ou inattendus ont émergé au cours de cette table ronde immersive ?

Plusieurs moments inattendus ont marqué la rencontre. L'un des plus forts a été la réception en direct d'un message personnel par une des performeuses, lu devant le public. Cela a provoqué une onde de choc émotionnel collective.

Un autre moment marquant a été lorsque le public s'est mis spontanément à se tenir la main, à chanter, à crier des youyous. Ces gestes n'étaient pas prévus, mais ils ont donné une dimension communautaire puissante à l'événement. Le collectif lui-même ne s'attendait pas à cette implication du public, ni à la fluidité avec laquelle les participant·e·s ont intégré les codes culturels de la performance.

Par la suite, il a été souligné qu'un aspect n'avait pas été anticipé lors de la conception de la table ronde, à savoir son caractère cathartique. Plusieurs militant·e·s ont pris conscience, avec le recul, de la charge des messages reçus au quotidien et du fait que cette normalisation n'allait pas de soi. Cet effet de reconnaissance partagée aurait contribué à rendre les chants et les youyous encore plus puissants.

Enfin, le manifeste lu à la fin a suscité beaucoup d'émotion. Ce texte, pourtant prévu, a pris une autre dimension après le vécu collectif. L'ensemble de ces moments a transformé une table ronde en un espace performatif, affectif et profondément politique.

7. Quel est l'objectif principal de cette proposition artistique et réflexive dans le cadre de la conférence ?

L'objectif était de faire entendre une autre voix : celle des personnes queers nord-africaines, au-delà des stéréotypes. Il s'agissait de montrer que nous ne sommes pas des sujets de pitié ni des exceptions, mais des êtres humains entiers, complexes, dotés de culture, d'intelligence, de créativité.

Le manifeste, divisé en trois parties, s'adressait aux personnes queers, à leurs proches dans les pays d'origine, et aux institutions internationales. Il affirmait un refus d'être réduit·e à une ligne budgétaire ou un quota. L'ambition était de décloisonner : l'académique, le politique, l'intime.

Et surtout, de revendiquer une dignité pleine et entière. Le projet rappelle que nous ne demandons pas le pouvoir, mais la possibilité d'exister, d'aimer, de rester dans nos pays, de vieillir dignement. C'est un appel à cesser de nous considérer comme des problèmes à résoudre, et à commencer à nous écouter comme des partenaires d'égalité.

8. Quels effets sont recherchés sur les participant·e·s : émotions, prises de conscience, déplacements intérieurs ?

L'effet recherché était double. D'abord, permettre aux activistes de retrouver une forme de pouvoir symbolique : répondre aux attaques, même de manière symbolique (par des chants, des gestes, des bougies). Ensuite, provoquer chez le public un choc de réalité. Il ne s'agit pas d'un plaidoyer de plus, mais d'un partage intime de la violence et de l'épuisement que vivent ces personnes.

L'objectif était que personne ne puisse sortir indifférent. Que lorsque quelqu'un·e dit «je suis en danger de mort», cela soit entendu, vraiment. Que les burnouts, les silences, les absences soient compris. L'expérience cherchait à créer de l'empathie, mais aussi de la responsabilité.

Elle interpellait : que faites-vous, vous, en tant que public, face à cela? Elle invitait à ne plus rester passif·ve face aux injustices, y compris en Palestine. En somme, les effets recherchés étaient politiques, émotionnels et éthiques à la fois.

9. Quel message central cherche à se transmettre à travers cette expérience non conventionnelle ?

Le message est simple, mais fondamental : la dignité. Nous voulons pouvoir vivre, aimer, rêver, mourir chez nous, dans nos langues, avec nos familles, sans devoir fuir ou nous cacher. Le collectif ne demande pas le pouvoir, ni des subventions, mais le droit de rester, d'aimer, de travailler dignement.

Ce droit est aujourd'hui bafoué par des États répressifs, mais aussi par le mépris de certaines institutions internationales. L'expérience dit aussi : nous étions là. L'histoire du militantisme queer en Afrique du Nord ne commencera pas demain ; elle est déjà en cours. Même sans victoire éclatante, même sans Pride à Alger, il y a eu des luttes.

Et il est crucial que cela soit su. Le manifeste final, intitulé « manifeste de la dignité », résume ce message : exister est une forme de résistance, et cette résistance mérite d'être reconnue, partagée, transmise.



Fonds Agir ensemble pour l'Inclusion (AGIRI)

Membres

Fonds AGIRI

1. Quels sont les objectifs généraux du Fonds Agir ensemble pour l'inclusion (AGIRI) dans le contexte international ? Pourquoi le Fonds AGIRI est important aujourd'hui ?

Le Fonds Agir ensemble pour l'inclusion (AGIRI) est né d'un travail intensif mené par la société civile canadienne, coordonné par un réseau visant à positionner le Canada comme un acteur clé dans la promotion et la protection des droits des personnes LGBTQI+ au niveau international.

Lancé en 2020 et financé par Affaires mondiales Canada et administré par Equitas — Centre international d'éducation aux droits humains en partenariat avec le Réseau Dignité Canada, Le Fonds AGIRI soutient des projets en partenariat entre organisations canadiennes et internationales, dans des pays éligibles à l'Aide publique au développement (APD).

L'objectif principal est de permettre aux organisations d'accéder à des financements pour promouvoir les droits LGBTQI+ à l'échelle internationale tout en renforçant leurs capacités de gestion de projet, de gestion financière et de création et renforcement de partenariats.

L'initiative va au-delà du simple financement : elle accompagne les équipes pour adapter leurs pratiques, favoriser la solidarité internationale, et créer des espaces d'échange et de coalition entre acteur·ice·s.

Cette démarche est aussi une réponse aux défis actuels, notamment la crise des financements et la montée des discours hostiles, en permettant un soutien ciblé aux communautés les plus vulnérables, comme les personnes trans. Le Fonds AGIRI joue donc un rôle crucial pour renforcer la résilience du mouvement et soutenir une dynamique inclusive et décoloniale.

2. Comment cette initiative contribue-t-elle à renforcer les droits des personnes LGBTQI+ dans les pays ciblés ?

Le Fonds AGIRI agit à plusieurs niveaux pour renforcer les droits des personnes LGBTQI+. D'abord, il offre un accès direct à des financements aux organisations œuvrant sur le terrain, notamment dans des pays où ces droits sont peu reconnus ou menacés. Par cette voie, le Fonds AGIRI soutient des actions concrètes : campagnes de sensibilisation, soutien psychosocial, plaidoyer auprès des autorités et mobilisation communautaire.

Un aspect essentiel est la prise en compte de thématiques souvent négligées, comme la santé mentale des militant·e·s, particulièrement dans des contextes difficiles. Le Fonds AGIRI a permis de produire des outils de sensibilisation à destination des bailleurs et organisations, favorisant ainsi une meilleure compréhension des enjeux spécifiques à ces communautés. Il favorise également la création de réseaux régionaux, par exemple en Afrique francophone, pour encourager la solidarité, l'échange d'expériences et la mutualisation des ressources.

En permettant aux organisations locales de s'inspirer des réussites voisines, elle nourrit un mouvement plus fort et plus coordonné. Enfin, le Fonds AGIRI

soutient une approche féministe et décoloniale, cherchant à redonner du pouvoir aux acteur·ice·s du Sud, et valorisant les savoirs locaux pour une meilleure pertinence des actions.

3. Quels critères ou processus ont guidé la sélection des projets financés dans le cadre de cette initiative ?

Les projets financés doivent être portés par un partenariat entre une organisation canadienne et une organisation dans un pays éligible à l'aide publique au développement. Le leadership LGBTQI+ est privilégié, mais les allié·e·s peuvent aussi être impliquée·e·s. La sélection s'est faite via plusieurs appels à propositions, avec des critères adaptés pour favoriser la flexibilité et l'inclusion.

Les organisations canadiennes doivent démontrer d'une certaine capacité opérationnelle (en activité depuis au moins un an, capacité de gestion administrative), mais des exceptions ont été faites pour de jeunes structures prometteuses. Le Comité de sélection des projets, composé de membres activistes militant pour les droits des personnes LGBTQI+ et de personnes défenseuses des droits humains ayant de l'expérience dans l'octroi de subventions similaires ayant été sélectionné·e·s par le Comité avisoir externe du Fonds, a souvent recommandé des ajustements pour améliorer la qualité des projets avant validation finale, privilégiant un processus d'apprentissage continu.

La sélection s'inscrit dans une logique féministe et décoloniale, avec une attention portée à l'équité dans le partage des fonds, notamment pour soutenir les organisations du Sud. Le Fonds AGIRI a aussi développé une stratégie d'inclusion, veillant à ce que les groupes les plus marginalisés à l'intérieur des communautés LGBTQI+ bénéficient des financements.

4. Quelles sont les approches privilégiées pour garantir une participation inclusive et représentative des groupes marginalisés ?

La clé est la co-construction des projets avec les communautés concernées. Les organisations canadiennes travaillent en étroite collaboration avec leurs partenaires locaux·les, qui sont elleux-mêmes proches des groupes marginalisés. Cela garantit que les besoins et priorités exprimés directement par les bénéficiaires sont au cœur des initiatives. Le Fonds AGIRI laisse une grande flexibilité dans la mise en œuvre des activités pour s'adapter aux évolutions des contextes et des priorités locales. La participation ne se limite pas à la simple consultation, mais implique une implication réelle des membres des communautés dans la prise de décision.

Un exemple concret est la prise en compte des besoins exprimés sur la santé mentale, qui est un sujet souvent tabou, mais vital. Aussi, des projets soutiennent la visibilité politique, comme la participation aux processus électoraux, permettant aux groupes marginalisés de faire entendre leur voix. Cette approche favorise une inclusion réelle, évitant d'imposer des cadres rigides et permettant aux initiatives d'évoluer selon les réalités du terrain.

5. Comment les priorités des communautés concernées sont-elles prises en compte dans l'élaboration des projets ?

Les priorités sont identifiées par les organisations locales en lien direct avec les communautés, puis intégrées dans le design des projets en collaboration avec les partenaires canadien·ne·s. Cette démarche est validée par des consultations, études ou concertations menées au préalable. Les projets naissent souvent de besoins exprimés directement par les communautés, comme la fatigue des militant·e·s ou la nécessité d'aborder des enjeux peu traités auparavant.

Les équipes bénéficient d'une marge de manœuvre pour ajuster les actions en cours de route en fonction des évolutions de ces priorités, tant que les objectifs globaux sont respectés. Cette flexibilité permet aux projets d'être véritablement ancrés dans les réalités vécues par les personnes concernées, évitant l'écueil d'une programmation imposée sans réelle écoute.

6. Quels sont les principaux défis ou enjeux identifiés dans les contextes où l'initiative est mise en œuvre ?

Les défis sont multiples. D'abord, les contextes politiques et sociaux sont souvent instables, marqués par des coups d'État, des campagnes de haine ou des restrictions légales visant les personnes LGBTQI+. Ces situations rendent le travail de terrain difficile, parfois dangereux. Un autre enjeu majeur est la précarité des financements, qui sont souvent coupés ou insuffisants, ce qui fragilise les organisations locales.

La flexibilité des bailleurs est indispensable pour permettre aux acteur·ice·s d'adapter leurs actions aux réalités mouvantes. Enfin, la jeunesse du mouvement LGBTQI+ dans certains pays implique qu'il faut investir dans le renforcement des capacités et reconnaître que les résultats prennent du temps. La valorisation du processus, plus que la simple mesure des résultats immédiats, est un défi pour les donneur·ice·s habitué·e·s aux indicateurs quantitatifs.

7. Comment l'initiative adapte-t-elle ses actions aux réalités sociales, politiques ou culturelles des différents pays concernés ?

L'initiative mise sur la flexibilité et la co-construction locale pour s'adapter aux divers contextes. Elle soutient la modification des projets en cours si les circonstances évoluent, tout en maintenant les grands objectifs. Les partenaires locaux·les sont moteurs dans l'identification des priorités et

dans le choix des approches les plus pertinentes, respectueuses des spécificités culturelles et politiques. Le Fonds AGIRI privilie une posture décoloniale, valorisant les savoirs et leaderships du Sud. Les échanges régionaux et les coalitions permettent aussi d'échanger de bonnes pratiques adaptées aux contextes proches, ce qui facilite une adaptation fine et efficace.

8. Quels types de résultats ou de transformations sociales cette initiative vise-t-elle à générer à moyen et long terme ?

À court terme, le Fonds AGIRI vise à renforcer la résilience du mouvement LGBTQI+, notamment en consolidant les capacités des organisations et en renforçant la solidarité entre elles. À moyen et long terme, le Fonds AGIRI espère voir une meilleure reconnaissance et respect des droits des personnes LGBTQI+ dans les pays ciblés. L'initiative cherche à déconstruire les divisions internes, à favoriser la collaboration et à augmenter la visibilité et l'influence politique des communautés.

Le travail de sensibilisation auprès du grand public et des décideur·euse·s vise à intégrer les personnes LGBTQI+ comme des actrices à part entière de la société, vivant dignement dans leur pays. Au-delà des résultats quantitatifs, l'initiative valorise le processus, la construction d'un mouvement plus fort et inclusif, capable de durer malgré les contextes difficiles.

Rencontre de la coopération internationale et de la société civile LGBTQI+

Fadwa Cherraj,

Mission inclusion

Fyles Rex,

Gender at Work

1. Quel est l'objectif principal de cette rencontre entre acteur·ice·s de la coopération internationale et de la société civile LGBTQI+ ?

L'objectif principal était de créer un espace de dialogue entre les ONG canadiennes et les groupes communautaires LGBTQI+ basés sur le terrain, en profitant de la présence physique des différent·e·s acteur·ice·s à Montréal. Il s'agissait de briser la méfiance potentielle et la méconnaissance réciproques, de permettre aux participant·e·s de se rencontrer, se reconnaître mutuellement et partager leurs expériences, savoirs et expertises.

La rencontre visait également à poser les bases d'une future collaboration plus efficace, à mieux comprendre les défis respectifs (ex. : difficultés

d'intervention en contexte criminalisant, manque de savoir-faire intersectionnel), et à initier une réflexion collective sur la manière d'aller au-delà de l'inaction. En somme, cette réunion constituait un point de départ, un « coup d'envoi » pour réfléchir à des actions concrètes, établir des connexions, et identifier des pistes pour renforcer la coopération dans une perspective de justice, de sécurité et d'efficacité, tout en favorisant la circulation des savoirs entre le Sud et le Nord. Elle visait également à créer un espace de dialogue direct, capable de contourner la rigidité des structures institutionnelles.

2. Quels risques d'effacement des voix locales sont soulevés lorsque les projets sont conçus ou financés depuis l'étranger ?

Les projets conçus à distance, ou sans consultation suffisante des communautés concernées, à distance risquent d'imposer des priorités externes au détriment des besoins réels des communautés locales. L'absence de consultation approfondie crée un risque d'« agir à la place de », en reproduisant des rapports de pouvoir inégalitaires. De plus, les financements étrangers répondent souvent à des appels à projets standardisés et déconnectés des réalités de terrain.

Cette inadéquation engendre une perte de légitimité et une forme d'effacement symbolique et opérationnel des acteur·ice·s locaux·les. Le système de financement impose une logique descendante, sans tenir compte des savoirs locaux, et peut même inhiber les dynamiques communautaires autonomes. Les participant·e·s ont souligné l'importance de laisser l'expertise circuler de manière horizontale et de faire confiance aux communautés pour nommer elles-mêmes leurs priorités.

3. Quelles sont les pistes identifiées pour renforcer l'autonomie des acteur·ice·s communautaires dans les processus de décision et de financement ?

Plusieurs pistes ont été identifiées pour renforcer l'autonomie des acteur·ice·s communautaires dans les processus de décision et de financement. Il s'agit d'abord de développer leurs capacités, notamment en gestion de projet, montage de dossiers et suivis financier, afin qu'ils puissent accéder plus facilement aux ressources. Ensuite, simplifier les démarches administratives complexes des bailleurs et adapter les critères à la réalité locale facilitera leur participation.

La mise en place de structures collectives nationales, comme des réseaux ou consortiums, permet aussi de mutualiser les forces et d'accroître le poids politique des acteur·ice·s communautaires. Par ailleurs, une décolonisation des pratiques des ONG du Nord est essentielle : reconnaître et valoriser les savoirs locaux, adopter une posture d'accompagnement plutôt que de contrôle, et transférer davantage de pouvoir aux acteur·ice·s du Sud. Enfin, un changement de mentalité au sein des bailleurs institutionnels pour plus de confiance et moins de contrôle est indispensable pour que cette autonomie se concrétise.

4. Quelles conditions faciliteraient la mise en place de partenariats équitables, ancrés dans les réalités locales ?

Pour que les partenariats soient réellement équitables et ancrés dans les réalités locales, plusieurs conditions sont nécessaires. Il faut d'abord construire des relations de confiance sur le long terme, au-delà d'un simple cadre projet.

La co-construction des projets dès leur conception, avec une implication effective des communautés bénéficiaires dans les prises de décision, est cruciale. La gouvernance doit être partagée entre les ONG, les partenaires locaux·les et les communautés, favorisant une logique d'alliance horizontale plutôt qu'une relation d'aide descendante.

Les mécanismes de financement et de reddition de

comptes doivent être adaptés pour éviter que les exigences administratives n'écrasent les acteur·ice·s locaux·les. Enfin, la reconnaissance mutuelle des expertises, qu'elles soient techniques ou issues de l'expérience terrain, est fondamentale pour bâtir des partenariats durables.

5. Quel est le rôle de cette rencontre dans le renforcement des acteur·ice·s communautaires et des alliances entre eux ?

Cette rencontre a joué un rôle fondamental en offrant un espace d'échange et de reconnaissance réciproque entre les voix du terrain et les représentants e.s d'ONG canadiennes. Elle a permis aux acteur·ice·s communautaires et de la coopération de se rencontrer, de tisser des liens de confiance et d'exprimer librement leurs réalités, leurs difficultés et leurs besoins.

Ce cadre ouvert favorise l'émergence d'une dynamique collective, une meilleure compréhension mutuelle, et prépare le terrain pour des collaborations futures. Même si les effets concrets prendront du temps à se matérialiser, cette étape constitue une base solide pour renforcer la cohésion entre les acteur·ice·s et impulser un mouvement collectif d'émancipation et de solidarité.

6. Comment ont été abordées les questions sensibles liées aux identités de genre, aux orientations sexuelles, et à la sécurité des personnes dans des contextes souvent hostiles ?

Les questions sensibles liées aux identités de genre, orientations sexuelles et à la sécurité des personnes LGBTQI+ ont été abordées avec beaucoup d'authenticité et de respect. La rencontre a permis d'instaurer un climat de confiance où chacun·e pouvait s'exprimer sans crainte, y compris sur des sujets tabous ou dangereux dans certains contextes. Des témoignages émouvants ont mis en lumière la

violence, la stigmatisation et la précarité auxquelles sont confrontées les personnes, notamment les personnes trans dans des pays criminalisant leur existence. Ces échanges ont également révélé la nécessité de réfléchir aux tensions entre le désir d'inclusion et les impératifs de sécurité et de protection. Cette transparence a nourri une réflexion collective sur les stratégies à adopter pour mieux protéger et soutenir ces personnes, et pour faire évoluer les mentalités.

7. Quels sont les principaux obstacles identifiés pour une meilleure inclusion et reconnaissance des acteur·ice·s communautaires dans les processus de financement ?

Plusieurs obstacles structurels limitent l'inclusion et la reconnaissance des acteur·ice·s communautaires dans les processus de financement.

D'abord, les critères et procédures des bailleurs sont souvent complexes, peu adaptés aux réalités locales, et exigent des compétences administratives et financières que les acteur·ice·s communautaires n'ont pas toujours. Ensuite, les rapports de pouvoir hérités du colonialisme perdurent, renforçant des relations asymétriques où les ONG du Nord contrôlent souvent les ressources et les décisions.

Avec le recul, il a toutefois été souligné que plusieurs ONG canadiennes ont acquis une certaine expérience dans la gestion de ces tensions inhérentes aux hiérarchies de pouvoir, sans pour autant toujours parvenir à établir les partenariats égalitaires souhaités. Quelques-unes ont néanmoins développé, au fil des années, des collaborations fructueuses avec des groupes LGBTQI+ locaux.

La rencontre a ainsi permis de mieux reconnaître que tou·te·s les acteur·ice·s font partie d'un même système, et qu'il est nécessaire d'apprendre à y naviguer ensemble pour construire des formes de collaboration plus authentiques, malgré les

contraintes structurelles. Elle a aussi offert un espace où les participant·e·s ont pu redécouvrir la dimension profondément humaine derrière un système souvent perçu comme déshumanisant. La méfiance, les logiques de contrôle excessif, ainsi que le manque de flexibilité dans les modalités de financement freinent également l'autonomie. Enfin, la précarité des acteur·ice·s locaux·les et leur faible reconnaissance institutionnelle constituent un frein supplémentaire.

8. Comment assurer un suivi et un impact durable après cette rencontre ?

Pour garantir un suivi efficace et un impact durable, il est crucial d'assurer la continuité des échanges et la consolidation des liens tissés durant la rencontre. Il faut créer une communauté de pratique pérenne, un espace interrégional de dialogue et d'entraide où les acteur·ice·s pourront partager leurs expériences et coordonner leurs actions.

Documenter les bonnes pratiques et les enseignements tirés est également important pour capitaliser et diffuser ces acquis. Enfin, il faut lancer des actions concrètes basées sur les priorités identifiées, avec une gouvernance partagée et équitable, pour transformer les paroles en changements tangibles sur le terrain.

9. Pouvez-vous citer des exemples inspirants d'alliances transnationales pour la défense des droits des personnes LGBTQI+ ?

Parmi les exemples inspirants, on peut citer des collaborations entre une organisation internationale et des organisations locales dans plusieurs pays d'Afrique francophone pour soutenir des personnes trans emprisonnées. Ces alliances combinent expertise juridique, soutien psychosocial et mobilisation internationale rapide pour exercer des pressions sur les autorités.

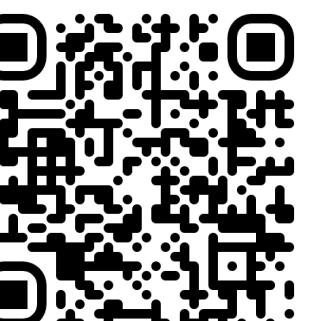
Un autre exemple est celui d'un consortium de plusieurs ONG francophones qui mutualisent leurs ressources pour mener des campagnes de sensibilisation et de plaidoyer auprès des institutions internationales. Ces initiatives montrent qu'une mobilisation transversale, respectueuse des contextes locaux et fondée sur la solidarité, est non seulement possible, mais nécessaire pour défendre efficacement les droits des personnes LGBTQI+.



Outils issus de la conférence



Pour lire le roman graphique de la Conférence, scannez le code QR!



Pour découvrir la conférence d'Égides autrement...

Tout commence par une graine. Une graine minuscule, attentive, qui tend l'oreille aux voix qui l'entourent. Les voix des activistes, des rêveur·euses, de celleux qui se rassemblent lors de la conférence d'Égides pour raconter, témoigner et imaginer.

En écoutant ces récits, la graine prend vie : elle germe, elle s'étire, elle s'élève. Dans ce roman graphique imaginé par Simon Ip, cette petite graine devient le symbole de ce que peut la parole partagée : faire pousser l'espoir, même dans les sols les plus fragiles.

Lors de cette 3e édition de la conférence d'Égides, l'urgence était palpable. Nous le savons : nous vivons une période marquée par la montée de forces réactionnaires qui s'organisent et se déplacent à l'échelle mondiale.

Face à cela, les savoirs académiques seuls ne suffisent pas. Le militantisme ne suffit pas. L'art seul ne suffit pas. C'est dans leur rencontre - réelle, exigeante, parfois difficile, toujours féconde - que se fabrique notre puissance collective.

Ce roman graphique est plus qu'une trace : c'est une continuation de la conférence, une extension de nos conversations, une manière de dire que la solidarité transnationale ne s'arrête pas lorsque les micros s'éteignent ou lorsque les congressistes rentrent chez eux.

Elle se poursuit ici, dans ces pages, dans ces scènes et ces visages, dans ces fragments d'expériences qui témoignent de nos combats et de nos espoirs.

Déclaration du caucus jeunesse d'Égides – Montréal 2025

**Nous venons d'Afrique, des Amériques,
d'Europe et de tous les lieux où le français
se réinvente comme un outil rassembleur
malgré son héritage colonial.**

Nous portons en nous des langues variées, des histoires plurielles, des genres multiples, et des vécus trop souvent violents, toujours courageux, toujours dignes.

Nous refusons de voir nos identités être marginalisées et instrumentalisées par des systèmes qui écrasent et qui reproduisent sans cesse des rapports de domination.

Nous ne pouvons parler de justice pour nos communautés sans reconnaître les violences systémiques qui nous traversent et s'entrecroisent. Nous reconnaissons que nos luttes ne peuvent être isolées de celles contre le patriarcat, l'hétérocissexisme, le racisme, le colonialisme, les déplacements forcés et toutes les formes d'oppression et de violences qui affectent nos corps, nos esprits, nos voix, nos cultures et nos conditions matérielles.

Nous affirmons notre solidarité avec les peuples autochtones, avec tous les combats pour l'autodétermination des peuples et les communautés en résistance partout dans le monde. Y compris nos Adelphes en Palestine, en République Démocratique du Congo, au Soudan et en Kanaky, une liste malheureusement trop loin d'être exhaustive. La mémoire des violences passées et la reconnaissance des injustices actuelles sont indissociables de notre engagement.

Défendre nos droits, c'est aussi refuser que d'autres soient anéanti·e·s dans l'indifférence. Car il ne peut y avoir de fierté sans justice, de dignité sans mémoire, de liberté sans solidarité radicale.

Nos organisations font face à des obstacles multiples : manque de reconnaissance institutionnelle, crise du financement de la solidarité internationale, accès limité aux espaces de plaidoyer, surcharge émotionnelle et militante.

Nous agissons souvent dans l'ombre, avec des ressources dérisoires, pour répondre à des urgences vitales. Il est temps que nos luttes soient pleinement visibles, financées, protégées.

Réuni·e·s à Montréal en juillet 2025, nous nous engageons à faire grandir les solidarités nouées ici.

Nous voulons que ce réseau jeunesse s'élargisse, se renforce et devienne un espace de soin, de revendication et de pouvoir. Nous appelons nos adelphes à nous rejoindre. Et nous appelons les institutions, bailleurs, allié·e·s et partenaires à ne plus nous invisibiliser.



Le second épisode est en ligne !
“Lutter, Guérir et Rêver”

Invité·e·s :

Soufiane

Podcaster & Militant
Maroc

Kaliwa

Étudiante en journalisme &
Militante, Liban

Animé par Curt (Le Girofard, France) et
Sebastien (Fondation Émergence, Québec)

Disponible sur :





Alliance
internationale
francophone
pour l'égalité
et les diversités

209, rue Sainte-Catherine Est, bureau 5305
Montréal (Québec) Canada | H2X 1L2

info@egides.org
t +1 514 316-6445

@EgidesAlliance

egides.org

La publication de cet ouvrage
est rendue possible grâce au
soutien de:

Québec

Clinique

Université
de Montréal

MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
Liberté
Égalité
Fraternité



Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

En partenariat avec
 Canada